

LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE : LA RÉVOLUTION
EN PERMANENCE ! ENGELS & MARX, CIRCULAIRE À LA LC, 1850



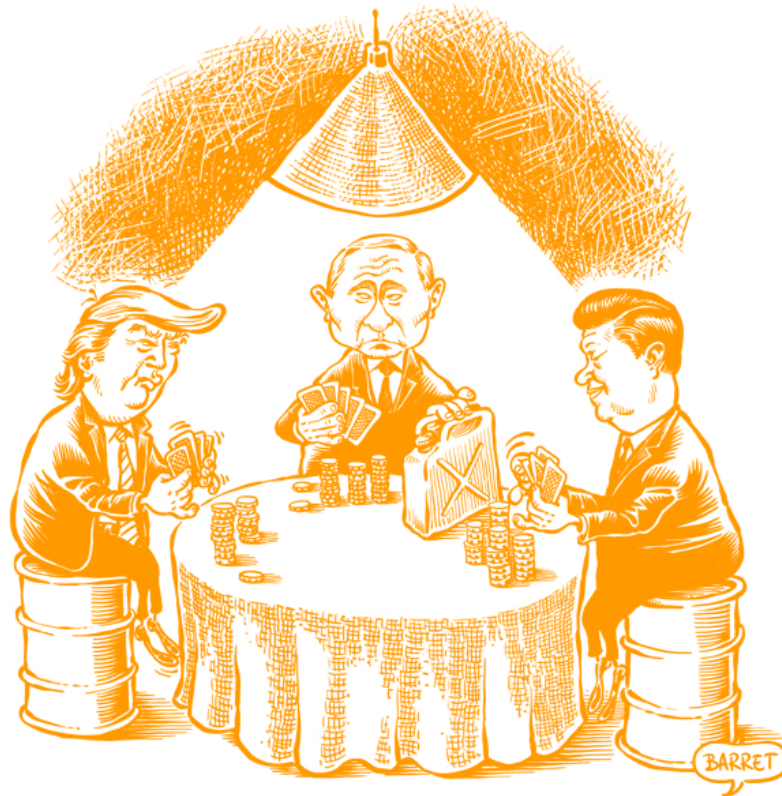
2019

8 mars, 1^{er} mai, manifeste pour
la révolution socialiste européenne

Venezuela, Algérie, Soudan, Iran, Chili,
Turquie

la situation mondiale,
la question du logement

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 3 € - 5 \$



CoRep, IKC/ESPAGNE

IMPÉRIALISTES, BAS LES PATTES DEVANT LE VENEZUELA !

26 JANVIER

Un coup d'État impérialiste

Le 21 janvier, un coup d'État de la Garde nationale contre le gouvernement du président Nicolás Maduro a échoué à Cotiza, dans le nord de Caracas. 27 militaires ont été arrêtés.

Le 22 janvier, les manifestations de rues organisées par les partis d'opposition bourgeois se sont poursuivies. Elles devaient aboutir à un rassemblement de masse le 23, l'anniversaire du jour où le dictateur de l'époque, Marcos Perez Jimenez, fut renversé en 1958.

Le 23 janvier 2019, Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale du Venezuela, s'est intronisé président du pays. Guaidó est membre de Voluntad Popular, un mouvement bourgeois construit et financé par les États-Unis, y compris l'officieux National Endowment for Democracy (NED). Immédiatement après l'auto-proclamation de Guaidéo comme chef de l'État, Trump a reconnu le nouveau « président » du Venezuela. En tant que président du Parlement, Guaido représenterait le « *seul organe légitime* » du pays, car il aurait été « *dûment* » élu par le peuple vénézuélien.

En quelques heures, les gouvernements du Brésil, de l'Argentine, de l'Équateur, du Chili, du Pérou et du Canada ont rejoint cette position, mais le président

autoproclamé a également reçu le soutien de responsables politiques européens tels que le président français Emmanuel Macron, le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, et le ministre allemand des Affaires étrangères du SPD, Heiko. Maas. Sur proposition de Pedro Sanchez, premier ministre PSOE d'Espagne –puissance colonisatrice du Venezuela jusqu'au XIX^e siècle– l'UE s'est cru avoir le droit de menacer de reconnaître la marionnette de Trump « *si une nouvelle élection n'est pas organisée dans une semaine* ».

Comme dans un manuel sur les coups d'État, nous voyons ici un putsch minutieusement orchestré qui peut déboucher sur une intervention militaire de l'impérialisme américain au Venezuela. Toutefois, le régime de Maduro n'est pas lui-même indépendant de toute puissance impérialiste. Pour preuve, la Chine et la Russie ont immédiatement dénoncé « *l'ingérence des États-Unis* » dévoilant qu'elles défendent le régime chaviste. Sur 1,5 million de barils de pétrole produits chaque jour, 700 000 sont achetés par des multinationales chinoises. Poutine et Xi renégocient régulièrement la dette du Venezuela.

La crise du chavisme

Les manifestations contre le gouvernement de Maduro et son PSUV n'ont pu revêtir un caractère de masse et



être instrumentalisées par la réaction que grâce à l'échec de la politique nationaliste bourgeoise pratiquée sous le nom de bolivarisme, de chavisme ou de « socialisme du XXI^e siècle ».

Son fondateur, le colonel Hugo Chávez était le résultat final de près de dix ans d'une très grave crise économique, politique et sociale qui a concentré son expression dans le « Caracazo » de février 1989, quand une révolte spontanée de foules affamées a balayé le pays et a été écrasée sans merci (3 000 morts) par le président du moment, Carlos Andrés Pérez, l'exécuteur des mesures du FMI et, à l'époque, président de « l'Internationale socialiste ». Une clique de la hiérarchie moyenne et inférieure de l'armée a tenté de remanier l'État bourgeois pour qu'il soit viable, alors que les anciens modes de domination étaient devenus insoutenables. Pour ce faire, le bonaparte issu de l'armée s'est placé au-dessus de la bourgeoisie et du prolétariat locaux, en s'appuyant sur une mobilisation des masses paupérisées.

Le colonel Chávez visait à desserrer l'influence de l'impérialisme au Venezuela, mais il n'a jamais remis en question la propriété privée des moyens de production ni le capitalisme, y compris dans sa constitution de 1999. Les dettes extérieures ont été remboursées avec une ponctualité absolue, la rente pétrolière a été accaparée par les « amis » du chavisme, en particulier les dirigeants militaires des sociétés nationales et la fraction de la bourgeoisie liée à l'armée.

Cependant, l'opposition de la fraction pro-impérialiste de la bourgeoisie et le besoin du régime de s'appuyer sur les masses ont permis une série de mesures sociales dans les premières années du chavisme, qui ont amélioré les conditions de vie des couches les plus pauvres de la population dans de nombreuses régions et ont assuré une base large dans la population pour le colonel Chávez et son mouvement bolivarien. Une tentative de coup d'État soutenue par les États-Unis a échoué en 2002, notamment parce que les travailleurs ont défendu le gouvernement bolivarien. Après l'échec du premier coup d'État, Chávez a amnistié la plupart des conspirateurs pro-impérialistes et dissout les organes de pouvoir créés par les ouvriers, essentiellement dans l'industrie pétrolière.

Les recettes tirées de la rente pétrolière ont permis de financer une série de réformes, qui ont modernisé le système d'éducation, la santé, etc., mais n'ont pas remis en question la base capitaliste. Cependant, une série de lignes de fracture est apparue lorsqu'il a été clair que le « socialisme du XXI^e siècle » proclamé d'en haut ne tolérait pas l'auto-organisation des travailleurs, ni même l'indépendance des organisations ouvrières. Les syndicats devaient donc être intégrés au mouvement bolivarien (via l'UNT) et à l'État. Les partis ouvriers étaient sommés de rejoindre le parti nationaliste bourgeois. Comme dans tous les autres États bourgeois, la garde nationale « bolivarienne » s'en est prise aux travailleurs en grève et aux jeunes qui manifestaient.

La responsabilité de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire incombe tout particulièrement aux courants centristes et réformistes qui ont soutenu Chavez. La QI pabliste-mandéliste et encore plus la TMI grantistewoodiste ont joué le rôle de feuille de vigne pour le bonaparte et le nationalisme bourgeois. Ils ont défendu Chávez contre les protestations des travailleurs, ont entravé la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire indépendant et ont même soutenu la création d'un parti unique, le PSUV. Ils ont parlé de « socialisme vénézuélien » alors que l'État bourgeois était intact et que le capitalisme était maintenu.

La baisse du prix du pétrole, l'effondrement des capacités de production (de 3 millions de barils de pétrole par jour en 1999 à 1,5 million en 2018), les sanctions économiques étrangères, la gabegie et la corruption ont entraîné un nouveau déclin du niveau de vie des masses et une vague de protestations sociales.

À la mort de Chávez lui succéda en 2013 Maduro qui, avec son épouse, avait commencé dès 2006 à installer des membres de sa famille dans les positions clé au sein du gouvernement et des entreprises.

Sous l'effet de la crise économique mondiale de 2008, la rente pétrolière (l'énergie est restée la seule exportation du pays) a diminué, laminant une économie fragile soumise à la domination de l'impérialisme mondial. En même temps, les grèves et les manifestations ont augmenté parce que la situation sociale des travailleurs et travailleuses des

villes et des campagnes est devenue de plus en plus désastreuse. Le régime a eu de plus en plus recours à des mesures répressives. L'absence d'un parti ouvrier indépendant a favorisé la montée de l'opposition bourgeoise, se prétendant « populaire » et « démocratique ». Depuis 2015, le capitalisme vénézuélien s'est enfoncé dans la dépression : hyperinflation (jusqu'à 1 000 000 % de la valeur de la monnaie en 2018), marché noir gigantesque, malnutrition, résurgence de maladies comme la malaria, criminalité, exode...

Seul le prolétariat peut résoudre la crise

Trois millions de personnes ont quitté le pays. La fraction compradore de la bourgeoisie, en association avec l'impérialisme américain et ses alliés dans la région, exploite le désespoir de la population et l'affaiblissement de la classe ouvrière pour tenter de s'emparer ouvertement du pouvoir.

Les masses vénézuéliennes ne doivent nourrir aucune illusion dans les chants de sirènes de la bourgeoisie proétasunienne. Sa prise du pouvoir s'accompagnerait de la liquidation de ce qui reste d'acquis sociaux, de l'affaiblissement des libertés démocratiques et d'attaques contre les travailleurs. La rhétorique ouvertement antisocialiste de Guaidó et de ses partisans s'inscrit dans la continuité de Bolsonaro au Brésil : le début d'une nouvelle vague d'attaques brutales contre le mouvement ouvrier et la population laborieuse.

Le mouvement ouvrier international doit empêcher toute agression impérialiste contre le Venezuela.

Les communistes internationalistes rejettent tout autant le régime bonapartiste et corrompu du PSUV de Maduro que les projets réactionnaires de la bourgeoisie impérialiste et de ses alliés locaux. Mais nous refusons également de faire des concessions au régime de Maduro face aux menaces impérialistes. En cas de coup d'État armé ou d'intervention étrangère, les travailleurs et les paysans, les travailleurs ruraux et les paysans, les jeunes et les pauvres doivent s'organiser et combattre.

Même si une telle résistance devait mener à une action commune avec les partisans ouvriers du PSUV, les travailleurs devraient conserver leur complète indépendance politique. Ils doivent mettre en place des comités de résistance et d'action dans tout le pays, préparant non seulement la lutte contre le coup d'État, mais également contre le régime corrompu de Maduro et toutes les fractions de la bourgeoisie nationale. Pour gagner, il faut construire un parti révolutionnaire !

Impérialistes, bas les pattes devant le Venezuela !

Organisation indépendante d'ouvriers, des autres travailleurs et travailleuses, de paysans pauvres, de jeunes !

Construction de comités (conseils, soviets) ! Dissolution des forces répressives et de l'armée permanente bourgeoise, armement des travailleurs ! Création de milices ouvrières !

Occupation des entreprises d'État, expulsion des directeurs militaires et contrôle ouvrier de la production !

Occupation et expropriation des grandes entreprises industrielles, des banques, des grands médias, des télécommunications sous le contrôle des travailleurs !

Occupation et expropriation des grands propriétés latifundiaires, pour leur exploitation par le prolétariat agricole et la paysannerie pauvre !

Confiscation de l'argent, de la nourriture et des médicaments amassés par les trafiquants du marché noir ! Distribution au sein de la population par les comités de travailleurs et de paysans !

Pour un gouvernement ouvrier et paysan, expropriateur des grands groupes capitalistes !

Pour un Venezuela socialiste au sein d'une Fédération socialiste d'Amérique latine !

26 janvier 2019

Collectif révolution permanente
 Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)
 Internaciema Kolektivista Cirklo (État espagnol)





CoReP, FT-VP/BRÉSIL, IKC/ESPAGNE

DEHORS LE RÉGIME DES VOLEURS ET DES CORROMPUS DU FLN ! TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS D'ALGÉRIE !

6 MARS

Malgré les manifestations qui avaient déjà marqué l'annonce du quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika en 2014, les cliques du FLN et de l'armée, faute de pouvoir s'entendre sur un remplaçant, pensaient renouveler tranquillement l'opération en avril 2019 en réutilisant la quasi-momie d'un vieillard malade et incapable de la moindre initiative. Tous les soutiens traditionnels du pouvoir s'étaient disposés pour cela. D'une part, « l'alliance présidentielle » des partis FLN, RND, MPA et TAJ ; d'autre part, le 1^{er} février 2019, la direction de la centrale syndicale UGTA et les organisations patronales FCE, Cipa, CNPA, CAP, Unep, AGEA et UNI, ensemble, déclaraient à Batna, dans un appel à l'édification « *d'un front populaire solide* » : « *Bouteflika est notre candidat à l'élection présidentielle* ». La peur habilement utilisée d'un retour aux années 1990 combinant la terreur des islamistes à celle de la police qui avaient causé des dizaines de milliers de morts parmi la population devait suffire à décourager toute opposition sérieuse.

Pourtant, dès le samedi 16 février, une semaine après l'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika ont lieu des premières manifestations spontanées contre ce cinquième mandat. Puis le vendredi 22 février des dizaines de milliers de manifestants se rassemblent, toujours spontanément et en utilisant les réseaux sociaux, malgré l'interdiction de manifester.

Les étudiants, les femmes, les chômeurs, les travailleurs de toutes sortes sont au premier rang. Depuis, malgré les appels au calme du pouvoir, malgré les arrestations, malgré les menaces de tous les soutiens au gouvernement, les manifestations se succèdent et s'amplifient dans toute l'Algérie, mais aussi dans de nombreux pays, notamment en France. Les journalistes refusent la censure.

Rapidement, au côté du mot d'ordre de « Non au cinquième mandat », pancartes et banderoles ciblent le régime tout entier : « Pouvoir dégage ». Les caciques du FLN, les patrons et les généraux qui confisquent la rente pétrolière sans développer l'économie, qui accaparent la plus grande partie des richesses produites par les travailleurs et paysans algériens, manoeuvrent : ils déposent la candidature d'Abdelaziz Bouteflika tout en s'engageant à raccourcir son mandat et à organiser de nouvelles élections présidentielles dans un an. Le journal pro-gouvernemental *El Moudjahid* a beau n'y voir « *en rien une manoeuvre, mais une réponse pragmatique...* », cela ne trompe évidemment personne. Le combat est donc engagé entre ce régime honni et l'immense majorité de la population algérienne. Pour vaincre, il faut des perspectives claires :

Pour protéger les manifestations, notamment pour empêcher les arrestations :

Service d'ordre des manifestants, auto-défense des manifestations !

Pour paralyser le gouvernement et l'empêcher de préparer des mauvais coups, il faut exiger de toutes les directions syndicales (UGTA, CSA, COSYFOP...) qu'elles rompent avec le gouvernement Bouteflika et tout parti ou candidat bourgeois, qu'elles appellent immédiatement à la :

Grève générale pour la chute du régime !

Pour vaincre le pouvoir, en finir avec ce régime, il faut la grève générale des entreprises et des administrations, créer des comités élus dans les entreprises, les administrations, les universités, les quartiers, les villages, etc.

Face au régime qui dispose de l'armée, de la police, de nombreux médias, etc. centralisation de tous les comités avec des délégués élus et mandatés pour unifier le combat des travailleurs et des jeunes et doter le mouvement d'une direction politique candidate au pouvoir des travailleurs et des jeunes.

Les revendications sont nombreuses, parmi lesquelles, la hausse immédiate des salaires, des retraites, des aides sociales et leur indexation sur le coût de la vie, du travail pour tous payé décemment, toutes les libertés démocratiques, le contrôle sur tous les comptes des entreprises, les comptes des administrations, sur les richesses produites et leur utilisation ! Et bien d'autres revendications avancées par les ouvriers, les paysans, les jeunes, les femmes, les Kabyles.

Quel gouvernement peut les satisfaire ?

La classe ouvrière devrait prendre la tête du mouvement et l'orienter. Mais elle a elle-même le plus grand mal à tracer une solution entre la fraction au pouvoir et la fraction islamiste de la bourgeoisie. Le PAGS, l'ancien parti stalinien (héritier du PCA qui rejetait l'indépendance) a explosé en 1993, son principal débris, le MDS, ne se réclame même pas du socialisme ; le PST (issu du FLN du temps de Ben Bella) est désorienté par la disparition du PAGS ; le PT avait conclu un front populaire avec le FLN et le FIS islamiste en janvier 1995 et ne s'est pas élevé contre les quatre mandats de Bouteflika.

La faiblesse du mouvement ouvrier peut sauver la bourgeoisie algérienne. Si l'État ne parvient pas à endiguer la mobilisation des masses, certaines fractions préparent déjà le coup d'après, soit l'instauration d'un despotisme islamiste (des Frères musulmans comme le MSI aux islamo-fascistes comme Daech), soit la re-fonte du régime actuel.

L'ensemble des partenaires politiques se mettent autour d'une table et redessinent une nouvelle république qui réponde aux ambitions de la société et qui soit capable de relever les défis auxquels nous sommes confrontés... (El Moudjahid, 5 mars)

L'islamisme, comme le montrent l'Iran et la Turquie, préserve le capitalisme et les inégalités qu'il engendre, avec plus d'hypocrisie dans la société et plus d'oppression des femmes, des jeunes, des communistes, des homosexuels. La « nouvelle république » que la fraction « démocratique » de la bourgeoisie tient en réserve, c'est un changement cosmétique destiné à préserver l'essentiel de son pouvoir et des prébendes de ses serviteurs. En aucun cas, une nouvelle république construite bras dessus bras dessous avec la participation de ceux-là même qui se sont gavés jusque-là ne satisferait la moindre des revendications essentielles des travailleurs et des jeunes.

C'est un leurre auquel s'adapte le mot d'ordre de « assemblée constituante souveraine » avancé par diverses forces politiques d'opposition, non seulement le FFS, mais aussi le MDS, le PT et le PST. C'est d'ailleurs la méthode qu'a utilisée la bourgeoisie tunisienne pour étouffer le mouvement révolutionnaire qui avait chassé Ben Ali du pouvoir en le dissolvant dans les interminables palabres de la constituante souveraine également appelée par les vœux de tous les partis d'opposition (nostalgiques du nationalisme arabe, islamistes réactionnaires, organisation ouvrière). Résultat : aucune des revendications essentielles des masses tunisiennes n'a été satisfaite et la bourgeoisie tunisienne a retrouvé le contrôle intégral des affaires.

Pour satisfaire toutes les revendications, pour le contrôle des richesses produites, de leur utilisation, pour le développement du pays pour le compte de l'immense majorité de la population, travailleurs, jeunes, paysans etc. on ne peut compter sur un gouvernement de la bourgeoisie algérienne, ni sur celui-ci, ni sur un autre maquillé différemment. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent prendre le pouvoir qui leur a échappé en 1962, exproprier les grandes entreprises, instaurer le contrôle ouvrier sur les comptes, développer la production pour la satisfaction des besoins et non pour le profit de quelques-uns.

Non au cinquième mandat ! À bas le gouvernement ! Dehors le régime ! Respect des libertés démocratiques ! Séparation totale de l'État et de la religion, laïcité !

Tout le pouvoir aux travailleurs ! Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste du Maghreb !

Voilà les perspectives sur lesquelles doit s'organiser l'avant-garde pour construire le parti ouvrier révolutionnaire indispensable pour aider les masses à franchir les obstacles.

5 mars 2019

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

Fração Trotskista - Vanguarda Proletária (Brésil)

Internaciema Kolektivista Cirklo (État espagnol)



CoReP, FT-VP/BRÉSIL, IKC/ESPAGNE

PLACE AUX FEMMES TRAVAILLEUSES !

8 MARS

Tous les mouvements politiques bourgeois réactionnaires qui apparaissent et se développent sur la planète, de Trump aux États-Unis ou Bolsonaro au Brésil jusqu'aux partis xénophobes et fascistes d'Europe, en passant par le djihadisme et les dictatures islamistes - concentrent leurs attaques politiques les plus odieuses contre les droits des femmes. Celles-ci, constituent partout, avec les migrants et les minorités ethniques et sexuelles, le bouc émissaire offert à la « patrie » pour endosser les fautes du capitalisme, qui a transformé chacun de ces pays en un tas d'ordures économique, social et politique.

Partout dans le monde, les femmes sont les premières victimes des effets de la crise, du chômage, de l'austérité et de la précarité du travail. Et elles partaient déjà d'un niveau nettement inférieur que celui de leurs collègues masculins, en termes de qualité d'emploi et de salaire. En général, leur charge de travail domestique reste bien supérieure à celle des hommes et elles continuent d'être majoritairement celles qui s'occupent des enfants, des personnes âgées, des malades chroniques et des handicapés. Toutes tâches qui devraient incomber à l'ensemble de la société.

En plein XXI^e siècle, des millions de femmes souffrent encore d'amputations génitales, de mariages juvéniles forcés et d'esclavage sexuel. Les travailleuses des pays les plus pauvres sont les principales victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et cette activité connaît une croissance exponentielle dans tous les pays, en particulier les plus riches.

La domination machiste dans les sphères familiale, professionnelle et sociale, la violence physique et psychologique à l'égard des femmes, la marchandisation de leur corps ou leur réduction à un animal reproducteur, non seulement ne disparaissent pas, mais trouvent, au contraire, un soutien idéologique accru dans les religions et dans les nouveaux courants politiques réactionnaires qui se développent et qui, lorsqu'ils gouvernent visent en priorité à augmenter au maximum l'exploitation et à détruire les acquis et droits conquis par les travailleuses et les travailleurs.

Les religions, le patriarcat, l'idéologie misogyne et machiste - de même que la xénophobie, le racisme ou l'homophobie - ont été utilisées par la classe capitaliste, depuis qu'elle existe, comme un puissant instrument de division à l'intérieur des classes ouvrières. Cette division permet de disposer d'une grande masse de travailleuses éduquées à la soumission et bon marché. C'est pourquoi l'oppression des femmes, en particulier des travailleuses, ne disparaît jamais totalement et n'est atténuée que là où se sont déroulées de grandes luttes sociales pour leur libération... quand la bourgeoisie n'a pas réussi à les annuler.

Le droit à l'avortement libre et gratuit, par exemple, a été instauré pour la première fois dans l'histoire par la révolution russe. Il a fallu des décennies de lutte acharnée pour obtenir que l'avortement ne soit plus un délit dans un certain nombre de pays. Mais aujourd'hui, ce droit est remis en cause dans presque tous ces pays. Des chrétiens-fascistes menacent des médecins en Irlande, aux États-Unis... Trump aux États-Unis, le PP et Vox en Espagne, les gouvernements du Brésil, de la Po-

logne, de la Hongrie, de l'Autriche, entre autres, ont l'intention de le supprimer. Néanmoins, les victoires des femmes en Espagne en 2014 et en Pologne en 2016, contraignant leurs gouvernements respectifs à retirer les lois anti-avortement, ont annoncé une nouvelle vague de mobilisations importantes dans de nombreux pays qui a culminé le 8 mars 2018 et qui peut se répéter, voire s'accroître, en 2019.

Avec deux épicentres, l'un en Argentine et l'autre en Espagne, les mobilisations récentes ont comme mérite d'avoir commencé à briser, en partie, le carcan du féminisme bourgeois et petit-bourgeois décomposé qui a dominé depuis des décennies, jusqu'à l'étouffer, le mouvement de libération des femmes. Le processus actuel repose sur l'organisation par toutes sortes d'associations, d'assemblées ouvertes, généralement des assemblées de quartier, qui, dans les deux pays, sont parvenues à étendre leurs racines parmi les jeunes travailleuses. Ainsi, les revendications spécifiques des femmes travailleuses, des migrants, des minorités ethniques se sont naturellement frayées un chemin parmi celles de la classe ouvrière confrontée tout entière à ses exploiters. Un « féminisme de classe », comme il se désigne, se développe en s'appuyant, tout au moins en Espagne, sur des syndicats ouvriers minoritaires (CGT, CNT, COS, etc.). La lutte de classe se développe, enfin, au sein du féminisme, et l'incorporation des revendications des travailleuses à celles de l'ensemble de la classe ouvrière, renforce les mobilisations. Cependant, en l'absence d'une véritable organisation révolutionnaire proposant un programme cohérent, les méthodes et les objectifs adoptés sont parfois contradictoires et souvent très confus, empreints d'une idéologie dominante centrée sur la sphère privée, moralisatrice et caritative, si caractéristique du féminisme petit-bourgeois et bourgeois nord-américain.

En Espagne, la coordination du mouvement, réunie à Valence début février, a appelé à la « grève générale féministe », en fait à une journée de grève sans objectif concret à arracher aux employeurs ou au gouvernement. Les courants « sororistes » qui pratiquent la guerre des sexes ne s'adressent qu'aux femmes, tandis que les courants « lutte de classe » appellent les deux sexes à se joindre dans la grève, dans une lutte solidaire et commune dirigée, bien sûr, par les travailleuses, et appellent les organisations de la classe ouvrière à reprendre leurs revendications.

Nous considérons comme une obligation et une nécessité que l'ensemble de la classe ouvrière et toutes ses organisations s'engagent résolument pour la défense de la liberté et de l'égalité des femmes dans tous les domaines, pour la défense de leur droit à contrôler leur vie, leur corps et leur capacité reproductive et pour la défense de toutes leurs revendications spécifiques comme travailleuses particulièrement exploitées et opprimées.

Nous considérons également que seule une vision programmatique globale ayant comme objectif de mettre

définitivement fin à la société de classes, qui est à l'origine de toute oppression, peut donner à la lutte pour la libération des femmes et pour les revendications des travailleuses la perspective qui l'unifie et l'intègre à la libération définitive de la classe ouvrière tout entière.

Avec Rosa Luxemburg, Clara Zetkin et Alexandra Kollontai : place aux femmes travailleuses !

Contre toutes les formes de discrimination et d'oppression des femmes.

Pour la répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, jusqu'à la résorption du chômage.

Contre le travail précaire et pour l'égalité salariale réelle entre hommes et femmes.

Salaires, allocations et pensions permettant à toutes les travailleuses et tous les travailleurs de vivre décemment.

Services publics abondants, gratuits et de qualité pour la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes.

Logements décents pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs.

Pour l'élimination immédiate de toute religion à l'école. Une seule école publique, laïque, gratuite et mixte.

Éducation sexuelle scientifique axée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation.

Aucune forme de financement direct ou indirect aux différentes confessions religieuses.

Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par la santé publique. Défense de santé publique, universelle, gratuite et laïque. Respect et traitement médical adéquat des pathologies et des maladies spécifiquement féminines.

Contre la réification et la marchandisation des femmes. Pour l'interdiction et la pénalisation du proxénétisme. Pour l'interdiction de la gestation pour autrui.

Droit de franchir les frontières librement et en toute sécurité pour toutes les travailleuses, tous les travailleurs et les jeunes en formation. À bas les murs et les frontières.

Contre la justice machiste et les lynchages médiatiques de toutes sortes. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour une authentique justice démocratique non-sexiste où les juges sont éligibles et révocables par les conseils de travailleuses et de travailleurs.

Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classes, sans exploitation et sans oppression. Pour le socialisme international.

8 mars 2019

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

Fração Trotskista – Vanguarda Proletária (Brésil)

Internaciema Kolektivista Cirklo (État espagnol)



CoReP, IKC/ESPAGNE

MANIFESTE POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE EUROPÉENNE

21 AVRIL 2019

Une unité économique quelque peu complète de l'Europe, qui serait réalisée par en-haut, à la suite d'une entente entre gouvernements capitalistes, est une utopie. Dans cette voie l'affaire ne peut aller au-delà de compromis partiels et de demi-mesures. Par là même, l'union économique de l'Europe qui est susceptible d'apporter d'énormes avantages au producteur et au consommateur et en général à tout le développement culturel, devient la tâche révolutionnaire du prolétariat européen, dans sa lutte contre le protectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme. (Trotsky, Le Programme de la paix, mai 1917)

L'Union européenne, un compromis bancal

L'Union européenne est née d'un compromis bancal entre un certain nombre de bourgeoisies d'Europe de l'Ouest conscientes de l'étroitesse insupportable de leurs frontières.

L'État national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives. (Manifeste de l'Internationale communiste, mars 1919)

Après la deuxième guerre mondiale, ces gouvernements étaient traumatisés par la catastrophe à laquelle avaient conduit les tentatives de surmonter l'archaïsme de leurs frontières par la violence impérialiste. En effet, au cours de deux conflits mondiaux qui se sont déroulés surtout sur le sol de l'Europe, le vainqueur réel fut les États-Unis capitalistes d'Amérique qui disposaient d'un marché na-

tional de taille continentale. La bourgeoisie allemande, après l'échec du 3^e Reich, ne pouvait avancer ses pions que sous le masque d'un regroupement ; la bourgeoisie française, avec l'écroulement de son empire colonial, ne pesait plus guère dans les relations internationales, malgré les fanfaronnades du général De Gaulle.

L'Union européenne s'est révélée une tentative vaine d'empêcher le déclin du capitalisme européen. Pour réussir pleinement, il lui aurait fallu unifier pacifiquement l'Europe. Certes, la nécessité impérieuse des échanges de marchandises, de capitaux et de main-d'œuvre entre les économies capitalistes a poussé 22 États à rejoindre les 6 fondateurs de 1958 et 18 d'entre eux ont même réussi, pour faciliter ces échanges économiques et peser davantage dans le monde, à unifier la monnaie en 1999-2001.

Reste que leur prétendue union est apparue trop tard, à l'époque de décadence historique du capitalisme. Les bourgeoisies européennes sont incapables de fusionner entre elles et de supprimer les frontières archaïques car chacune d'entre elles est inséparable de son État national. Celui-ci lui est indispensable pour garantir l'exploitation de son prolétariat (dont, partout, une partie est d'origine étrangère) et pour défendre ses intérêts contre les autres bourgeoisies (y compris ses voisines du continent). Par conséquent, ces puissances impérialistes restent divisées et impuissantes face à la guerre économique déclenchée par l'impérialisme américain, face aux manœuvres de l'impérialisme chinois, les

frontières se multiplient dans un continent déjà émietté et la guerre y surgit de manière récurrente.

Après l'écèlement de la Yougoslavie, celui de l'Ukraine

Quand la bureaucratie stalinienne tchécoslovaque a décidé de restaurer le capitalisme en 1991, le pays a éclaté dès 1992 en deux États, intégrés à l'Union européenne (en pratique, sous influence allemande) et à l'OTAN (dirigée, de fait, par les États-Unis).

Quand la bureaucratie yougoslave a décidé de restaurer le capitalisme, les rivalités entre la bourgeoisie allemande et la bourgeoisie française ont nourri la guerre civile de 1991 à 1999 et abouti à l'écèlement entre 6 États. L'OTAN, par décision américaine et avec la participation de l'armée belge et de l'armée française, a bombardé la Serbie pour mettre fin conflit. Les rêves nationalistes ont abouti à la soumission de ces confettis soit à la Russie, soit à l'Union européenne, au prix de la destruction des infrastructures, d'un million de déplacés et de 300 000 morts.

Quand la bureaucratie russe a décidé de restaurer le capitalisme en 1991, l'URSS a éclaté. Depuis, la bourgeoisie russe dispute à la bourgeoisie américaine, allemande et française les nouveaux États capitalistes formellement indépendants mais qui sont aux mains d'oligarques incapables de développer le pays et donc d'assurer son autonomie. C'est le cas en Ukraine où les exigences de l'Union européenne signifiaient l'aggravation du sort des travailleurs, tandis que le puissant voisin russe faisait du chantage à la fourniture de gaz naturel. Les aspirations à vivre mieux et à vivre libre furent détournées, tant en 2004 qu'en 2013, par des cliques capitalistes vendues aux impérialistes allemands ou russes.

La bourgeoisie de tous les pays, ainsi que tous les partis petits-bourgeois qui acceptent l'alliance avec la bourgeoisie contre les ouvriers, se sont surtout efforcés de diviser les ouvriers des différentes nationalités, d'attiser la méfiance, de détruite l'étroite union internationale et la fraternité internationale des ouvriers. Si la bourgeoisie y parvient, la cause des ouvriers est perdue. (Lénine, *Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine*, décembre 1919)

Début 2014, l'Union européenne et les États-Unis couvrirent la participation de partis fascistes au nouveau gouvernement ukrainien. Misant sur l'absence d'armée de l'UE et sur les échecs de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan, l'armée russe occupait déjà une partie de la Moldavie et de la Géorgie, après avoir maintenu la Tchétchénie dans son territoire par la plus grande violence en 1994-96 et en 1999-2000. Poutine a incorporé en avril 2014 la Crimée à la Russie, malgré l'hostilité d'une minorité ukrainienne et d'une minorité tatare ; une guerre civile larvée continue en Ukraine entre cliques capitalistes vendues aux bourgeoisies voisines. La CIA conseille le gouvernement de Kiev qui couvre

des massacres comme à Odessa. Les troupes de choc de l'armée russe, masquées, entrent sur le territoire ukrainien. Après avoir occupé la Crimée en mars, les « forces spéciales » ont aidé les milices pro-russes, qui comportent aussi des éléments fascistes, à prendre le contrôle de plusieurs villes de l'est de l'Ukraine où les opposants sont parfois liquidés physiquement. Le 25 novembre 2018, la marine russe arraisonne 3 navires ukrainiens dans le détroit entre la mer Noire et la mer d'Azov, accusés d'être entrés dans les eaux territoriales sans autorisation.

Seule, la révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les États nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolue, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde. (Manifeste de l'Internationale communiste, mars 1919)

L'Union européenne est aujourd'hui prise en tenaille

L'offensive économique déclenchée par l'impérialisme américain avive les tensions entre tous les impérialismes. Elle vise non seulement la Chine, mais de nombreux pays dans le monde et également l'Europe qui se trouve prise en étau entre l'agressivité américaine et la montée en puissance de l'impérialisme chinois. Les États-Unis menacent en effet l'Union européenne de taxes multiples sur ses exportations, aussi bien sur l'acier que les automobiles ou l'aéronautique.

Parallèlement, les entreprises et banques européennes ont été sommées de cesser toutes transactions avec l'Iran, sous peines de sanctions et d'exclusion du marché américain. Et la pression de l'impérialisme américain s'exerce encore de multiples façons, par exemple dans la menace directe de sanctions à l'encontre des entreprises européennes impliquées dans la construction du doublement du gazoduc entre la Russie et l'Allemagne.

De surcroît, la pression américaine sur la Chine y précipite un ralentissement de la croissance qui entraîne en consé-

Cahier révolution communiste n° 8, 2015

L'Ukraine déchirée par les impérialistes



quence un ralentissement des exportations européennes en Chine, notamment allemandes. De son côté, l'impérialisme chinois multiplie les initiatives pour renforcer ses positions dans les pays européens.

Les grandes entreprises chinoises multiplient leurs investissements directs en rachetant tout ou partie d'entreprises ou d'infrastructures en Europe : le port du Pirée en Grèce, le fabricant de robots industriels Kuka en Allemagne, le fabricant de pneumatiques Pirelli en Italie, l'aéroport de Toulouse en France, le premier opérateur de terminaux portuaires en Espagne Noatum, la compagnie minière Rio Tinto en Grande-Bretagne, la société de pesticides et de graines Sygenta en Suisse...

La Chine privilégie les accords bilatéraux avec des investissements considérables à la clé et des prêts, aussi bien dans le cadre des « nouvelles routes de la Soie » que dans les rencontres « 16 + 1 » qu'elle a initiées avec les pays de l'Est de l'Europe dont 11 sont membres de l'Union européenne. Ainsi, des accords d'investissements chinois sont passés directement non seulement avec l'Italie, mais aussi avec la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie...

L'impasse du Brexit

En Grande-Bretagne, un conglomérat de partis ou de fractions de partis bourgeois représentant les intérêts d'une partie de la bourgeoisie britannique plus liée au reste du monde qu'à l'Europe, plus subordonnée aux États-Unis ou bien victime de la concurrence européenne a poussé au Brexit. Il l'a emporté au référendum de 2016. La campagne des partisans de la sortie a battu tous les records du chauvinisme et de la démagogie en faisant croire aux Britanniques qu'en se débarrassant des étrangers, européens ou non, et des règles de l'Union européenne, ils retrouveraient la prospérité et la grandeur passée de l'ancien empire britannique.

Mais trois ans ont passé et à mesure qu'approche l'échéance, la débandade et le chaos n'ont fait qu'amplifier. Incapable de sortir, avec ou sans accord, ou de rester, la bourgeoisie britannique marche les yeux ouverts à la catastrophe. Tout indique que la sortie de l'Union européenne entraînera une baisse significative des échanges et de la production. Déjà, des entreprises ferment ou se délocalisent dans d'autres pays européens pour conserver les avantages du marché européen.

Les États-Unis se réjouissent du Brexit car ils imposeront leurs conditions à la bourgeoisie britannique dans des négociations bilatérales. Au bout du compte, ce seront les travailleurs et les jeunes qui subiront les conséquences de la rupture. Paralysé, réduit à quémander délai sur délai pour gagner du temps, le gouvernement du Parti conservateur semble incapable d'organiser la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le Parti travailliste reste am-

bigu, personne ne connaît sa position sur le Brexit. Pour cette raison, les partis fascisants UKIP et Brexit Party ont le vent en poupe.

Pour les autres pays européens, le retrait de la Grande-Bretagne signifie avant tout une réduction des échanges intracommunautaires avec des conséquences inégales et plus ou moins dommageables. Et pour l'Union européenne toute entière, c'est une fragilisation considérable quand un pays de l'importance du Royaume-Uni rompt les amarres.

Les chimères du renforcement de l'Union européenne

Dans cette situation difficile, la plupart des représentants des bourgeoisies de toute l'Europe expliquent à ceux et celles qu'ils exploitent que leur salut réside dans le renforcement de l'Union européenne. La renforcer en ferait enfin une puissance économique apte à rivaliser avec les États-Unis et la Chine, à même de discuter d'égal à égal dans les négociations internationales. La renforcer en ferait un continent entier où l'environnement serait préservé qui pèserait d'autant plus pour imposer des normes écologiques internationales. La renforcer permettrait la croissance, les avancées sociales, la coopération entre les peuples européens et le maintien de la paix. Toutes ces affirmations sont aussi chimériques que mensongères.

Avec les tensions commerciales mondiales et le ralentissement de la croissance, les intérêts des bourgeoisies européennes sont de plus en plus divergents et c'est à grand peine qu'elles tentent d'afficher encore le visage de l'unité. Les bourgeoisies allemande et française qui sont les plus puissantes, respectivement 20 %

et 14 % du PIB de l'Union, tentent d'avancer ensemble face à la Chine, mais s'opposent sur la position que l'Union européenne doit défendre face au Brexit, s'opposent sur la position que l'UE doit défendre dans les négociations avec les États-Unis, s'opposent sur les livraisons d'armes de la France à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis dans la guerre qu'ils mènent au Yémen.

L'Union européenne est de plus écartelée par des alliances divergentes comme le « groupe de Visegrad » regroupant la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie et la Slovaquie ou encore le « groupe des 3 mers » lancé à l'initiative de la Pologne et rassemblant 12 pays d'Europe centrale entre la mer Baltique, la mer Méditerranée et la mer Noire. Les États-Unis utilisent les adhésions à l'Otan des pays de l'Est, comme l'Albanie, la Croatie, le Monténégro ou les demandes d'adhésions de la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la République de Macédoine du Nord et l'Ukraine pour avancer leurs



propres intérêts. Ce n'est pas le mouvement vers l'intégration qui prédomine aujourd'hui en Europe mais les forces centrifuges.

Aujourd'hui, devant les menaces par l'impérialisme américain de taxation des exportations européennes aux États-Unis d'acier, d'automobiles, d'aéronautique etc. devant l'offensive économique de l'impérialisme chinois, la plupart des dirigeants capitalistes européens jugent indispensable que l'Union européenne renforce à ses frontières les règles protectionnistes pour la protéger de la concurrence, évidemment jugée déloyale. Cela ne fera qu'amplifier la guerre économique, entraîner la réduction des échanges et accélérer la crise économique. Le protectionnisme précipite toujours la dépression économique et débouche sur la guerre.

En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents États est impossible. Les seuls moyens possibles de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont en régime capitaliste les crises dans l'industrie, les guerres en politique.
(Lénine, *Sur le mot d'ordre des États-Unis d'Europe*, août 1915)

Le réchauffement climatique, la pollution des océans, des nappes phréatiques, la destruction des espèces animales et végétales s'accroissent partout dans le monde. Les écologistes culpabilisent les individus en prônant les vertus d'un comportement « écoresponsable » dans leur consommation. De nombreux dirigeants européens affichent volontiers leur sensibilité écologique.

Mais la consommation des travailleurs n'a rien à voir avec les terrains de golf, les jets privés et les yachts... des capitalistes. La cause principale de ces dangers mortels pour l'humanité n'est pas à chercher ailleurs que dans la domination du capitalisme sur toute la planète. Production, échange, répartition, consommation, crédit, tout est déterminé par les règles du profit des capitalistes, sans souci aucun de l'environnement, sauf quand certaines mesures de protection de l'environnement deviennent elles-mêmes une source de profit, ce qui les tournent alors en leur contraire.

L'Union européenne des bourgeoisies capitalistes et impérialistes pour les plus puissantes n'échappe pas à cette logique. Après les trucages des constructeurs automobiles sur les normes de pollution des moteurs diesel, sur la consommation réelle des moteurs à essence, voilà que les principaux groupes capitalistes automobiles européens ne jurent que par la voiture électrique comme un nouvel eldorado. Mais comment sera produite l'énergie électrique nécessaire à son fonctionnement, comment seront maîtrisés les coûts et les dommages environnementaux, en Europe et dans le monde, occasionnés par la fabrication des batteries et leur déconstruction en fin de vie, ceci ne rentre pas dans leurs calculs ! Et tout est à l'avenant, de l'utilisation des pesticides à grande échelle au développement anarchique des villes avec leur cortège de nuisances dont souffrent les populations les plus pauvres. Malgré toutes les professions de foi, la nature capitaliste de l'Union européenne des bourgeoisies

ne peut être ni devenir un moteur dans la lutte contre la destruction de la planète.

L'Union européenne n'a pas protégé les travailleurs et les jeunes de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009, de la crise européenne de la dette de 2010-2012 et de leurs conséquences. Les grands groupes industriels, les banques ont certes été préservés de la faillite à coups de milliards d'euros, mais les travailleurs et les jeunes en ont fait les frais, en particulier en Grèce, en Espagne et au Portugal. Depuis, chaque pays capitaliste européen a accentué les pressions sur sa propre classe ouvrière pour maintenir ou augmenter le taux de profit par la baisse des salaires, l'allongement du temps de travail, l'intensification du travail, la baisse des pensions de retraite, les facilités de licenciement, la restriction des accès à la santé, à la formation...

Le mythe chauvin de la Commission européenne au-dessus des États bourgeois nationaux

Évidemment, aucun gouvernement ne néglige d'attribuer à l'Union européenne la responsabilité des mesures impopulaires qu'il prend pour le compte de sa bourgeoisie. Le Parti conservateur britannique, la Ligue italienne et bien d'autres usent régulièrement de cette ficelle. Les partis fascistes et les partis fascistes, comme une partie du mouvement ouvrier (en particulier les anciens partis staliniens et divers avatars du réformisme et du centrisme), dénoncent une « Europe » toute puissante qui dicterait leur conduite aux États nationaux dépouillés de leur souveraineté. Ce poison nationaliste est un leurre.

Le Parlement européen n'a pas de réels pouvoirs, puisque les décisions de l'Union européenne sont prises par le « Conseil européen » (et dans une moindre mesure le « Conseil de ministres »), c'est-à-dire par accord entre les 27 pouvoirs exécutifs nationaux. Elles sont appliquées par la « Commission européenne » dont les commissaires sont nommés par les gouvernements nationaux. De même, le président et les gouverneurs de la Banque centrale européenne sont nommés par les 19 gouvernements de la zone euro.

L'Union européenne repose sur des compromis entre les États qui la composent et en particulier sur des tractations entre les plus puissants (Allemagne, France, Italie et, tout un temps, Grande-Bretagne). Les « sommets franco-allemands » ne figurent pas dans les traités communautaires, mais ils préparent, depuis 1957, les réunions du Conseil européen, en passant par-dessus la tête de la Commission et du Parlement. Ainsi, aucune décision importante de l'UE n'a été prise sans l'accord des pouvoirs exécutifs allemand et français : création du marché commun en 1957, adoption d'une politique agricole commune en 1962, élargissement de 1973, adoption de parités fixes entre les monnaies en 1979, décision d'une monnaie unique en 1992, lancement de l'euro en 1999, élargissement de 2004, adoption de nouvelles règles de fonctionnement



en 2009, aide à la Grèce en 2010, conditions fixées pour le Brexit en 2018...

Le budget de l'Union européenne prouve qu'elle est loin de constituer un État. D'abord, elle n'a pas le droit de lever elle-même des impôts et elle est financée pour l'essentiel par des contributions des États membres. Ensuite, ses ressources s'élèvent seulement à 1 % du PIB de la zone et tout déficit est interdit par les traités.

L'Union européenne n'a guère de politique internationale commune et ne dispose d'aucun moyen militaire pour l'appliquer. L'intervention impérialiste américaine, britannique, italienne, espagnole en 2003 en Irak s'est faite contre l'avis de la Russie, de l'Allemagne et de la France. L'intervention impérialiste américaine, française, britannique, italienne et espagnole en 2011 en Libye a eu lieu malgré le gouvernement allemand. Les interventions impérialistes françaises en 2013 au Mali et en Centrafrique, puis l'opération Barkhane ont été décidées sans consulter l'UE ni les autres gouvernements. Aujourd'hui en Libye, de nouveaux affrontements opposent deux factions dont l'une est soutenue par l'Italie et l'autre par la France.

Derrière une façade démocratique, l'Union européenne recouvre une hiérarchie d'États, avec à sa tête une poignée de grands pays impérialistes, à périphérie des pays dominés qui attirent la convoitise d'autres impérialismes, États-Unis, Chine, Russie... et entre les deux des impérialismes de taille réduite.

Lors de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009, ce fut chacun pour soi en Europe : chaque État a financé abondamment, sans aucun respect du « libéralisme » ni des règles de déficit public et de dette publique de l'UE, ses groupes financiers et ses entreprises automobiles. Aucune sanction n'a jamais été prise par la Commission européenne pour manquement aux limites budgétaires fixées par les traités (déficit public inférieur à 3 % du PIB, dette publique inférieure à 60 %, déficit « structurel » inférieur à 0,5 % du PIB).

Les gouvernements européens répriment et repoussent les migrants

En Europe, les principaux pays impérialistes (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne...) sont coupables de piller les pays dominés de

leur continent et du monde entier. Tirant de juteux profits de cette exploitation misérable, leurs gouvernements orchestrent par mille moyens sociaux, politiques, médiatiques la division entre leurs propres travailleurs (chômage, sexe, race, origine, âge, statut légal, orientation sexuelle, conditions de travail...). Pour maintenir cette domination dans leurs propres pays, les bourgeoisies interdisent aussi l'ouverture des frontières dont ont besoin des millions d'êtres humains. Précisons que passer ces frontières ne posent aucun problème si les exilés sont millionnaires.

À partir de 2014, l'Union européenne a vu des centaines de milliers de migrants demander de l'aide et l'accueil chaque année, les pays méditerranéens constituant le point d'entrée en Europe. Dans tous les cas, l'accueil fut soumis à des conditions drastiques, de surveillance immonde et très peu ont profité d'un véritable asile ou d'un droit de séjour. Sur 1 240 000 demandes d'asile dans l'UE en 2017, seulement 538 000 ont été acceptées dans des conditions misérables, soit un « taux de protection » de l'ordre de 45 %.

Si l'Allemagne, en pénurie de main-d'œuvre, a choisi temporairement d'accueillir une partie des migrants (890 000 en 2015), tous les autres pays ont restreint ou interdit les flux et pratiqué une répression accrue : suspension de l'accord de Schengen, contrôle aux frontières, limitation du nombre de migrants accueillis, refus d'accorder l'asile après des mois d'attente dans la pauvreté, détention, démantèlement de camps construits par les migrants, reconduite à la frontière européenne du pays où ils sont entrés dans l'UE (règle des « dublinés »)...

Fin 2015, le gouvernement Merkel fait marche arrière et se résout à arrêter les migrants en dehors des frontières de l'UE et de l'espace policier qui en dépend (Schengen). Un accord est imposé en mars 2016 à la Turquie et à la Grèce, tous deux soumis aux diktats de Paris et Berlin qui sont les gouvernements dominants de l'UE. En échange de quelques milliards, Erdoğan doit garder dans des camps des millions de réfugiés du Machrek. La Grèce du gouvernement front populaire Syriza-ANEL de Tsipras est invitée à trier les migrants sur des îles et les renvoyer en masse vers la Turquie. Fin 2018, plus de 60 000 d'entre eux sont encore bloqués dans des camps aux conditions sanitaires désastreuses. Des centaines de milliers ont été expulsés par l'accord voulu par Merkel, Macron, May, Renzi...

L'autre chemin de migration passe par la Libye. Les successeurs de Khadafi sont aux ordres des grandes capitales européennes, Paris et Rome en tête.

Depuis que la route par la Grèce et la Libye s'est refermée, l'UE aide le Maroc à « équiper ses garde-côtes » avec 148 millions d'euros versés en 2018 destinés à lutter contre les passeurs. En 2018, ce sont près de 100 000 migrants qui ont été arrêtés au Maroc, puis

expulsés vers leur pays ou enfermés dans des camps. En Espagne, les partis bourgeois PP et Ciudadanos font un front commun avec le nouveau parti fascisant Vox qui veut renvoyer tous les réfugiés. En France, les partis LR, RN, DF aiguillonnent le gouvernement Macron qui veut instaurer des « quotas annuels » d'accueil de réfugiés et qui a adopté en septembre 2018 une loi « Asile et immigration » plus restrictive contre les immigrés. En Allemagne, l'AfD fascisante et islamophobe pousse la CDU-CSU à instaurer la peur de l'étranger. En Italie, le gouvernement nationaliste Ligue du Nord-Mouvement 5 étoiles démantèlent les aides d'État aux migrants et autorise ses garde-côtes à les repousser vers la Libye. Le récent décret-loi de Salvini a supprimé les permis de séjour humanitaires octroyés à 25 % des demandeurs d'asile pour deux ans.

Les bateaux d'ONG n'ont plus le droit de sauver les migrants en Méditerranée. Le bateau *L'Aquarius 2* de l'ONG française SOS Méditerranée est bloqué par le gouvernement Macron qui a refusé de l'enregistrer sous pavillon français. En janvier 2019, les bateaux d'ONG allemandes *Sea Watch 3* et *Sea Eye* ont été contraints de rester dans les eaux internationales avec des migrants naufragés car aucun pays de l'UE n'était d'accord pour les faire accoster. Près de 17 000 migrants sont morts noyés selon l'ONU depuis 2014 dont plus de 1 800 en 2018. Ce sont des milliers d'autres qui meurent chaque année, tués par la police, de faim et de soif, dans des camps de réfugiés tenus par des mafieux ou dans le désert quand les polices marocaine, libyenne, algérienne les abandonnent à plusieurs kilomètres de leurs frontières.

La résistible montée du racisme et du fascisme

Dans chaque pays membre, une fraction du capital n'avait pas su faire face à l'ouverture des frontières et à la compétition des autres firmes européennes. La montée irrésistible de l'Allemagne, depuis son absorption de la RDA en 1990 et l'ouverture de l'Europe centrale à ses marchandises et à ses capitaux inquiète les autres bourgeoisies de l'UE. La crise capitaliste mondiale de 2008-2009 a creusé l'écart entre le capitalisme allemand et son rival français.

Une partie de la bourgeoisie allemande, néerlandaise, danoise, finlandaise... est réticente à aider les bourgeoisies du Sud.

Les partis racistes et fascistes se servent des étrangers comme de boucs émissaires. Les gouvernements les plus « démocratiques » chassent les travailleurs immigrés et même les Roms qui sont pourtant citoyens de pays membres.

Le chômage de masse, conjugué à l'impuissance, à la couardise et aux trahisons répétées des partis « réformistes » et des directions syndicales, alimentent la montée des partis xénophobes qui vont jusqu'au néonazisme. En l'espace de 10 ans, de 2008 à 2018, la



progression de ces organisations en Europe est spectaculaire. Des groupes et partis fascistes attaquent déjà les militants ouvriers, les minorités nationales et les étrangers avec la complicité de la police en Grèce, Allemagne, en Hongrie, en France... En Autriche, en Finlande, des partis fascistes participent aux gouvernements. En Italie, la Ligue alliée au mouvement populiste M5S dirige le gouvernement. En Hongrie et en Pologne, les partis bourgeois aux gouvernements font concurrence aux partis fascistes dans la xénophobie et le nationalisme. Aux Pays-Bas les partis islamophobes se maintiennent à un niveau électoral élevé. En Espagne, le parti fasciste Vox gagne du terrain. En Grande-Bretagne, le nouveau Brexit Party violemment xénophobe fondé par l'ancien dirigeant de l'UKIP, Farage, se nourrit de l'impasse du gouvernement et des ambiguïtés du Parti travailliste...

La classe ouvrière pourrait y mettre rapidement fin, mais le préalable est de n'accorder aucune confiance l'État bourgeois, à ses lois, à ses juges et à ses policiers pour contrer « l'extrême-droite », à l'inverse de ce que prônent à longueur de temps les organisations de masse de la classe ouvrière. Cela implique la mobilisation résolue de la classe ouvrière avec ses propres méthodes d'organisation et de combat, sur le terrain de l'indépendance de classe, imposant le front unique, pour aider les migrants à s'organiser et débarrasser le plancher des résurgences des organisations fascistes et autres apprentis nazillons.

Pour couper l'herbe sous le pied des partis racistes et fascistes, il faudrait que les organisations issues de la classe ouvrière rompent avec toute leur bourgeoisie, avec la fraction pro-UE comme avec la fraction anti-UE, avec le prétendu « intérêt national » qui divise la classe ouvrière et la soumet à ses exploiters, qu'elles s'engagent dans la voie du gouvernement des travailleurs.

Pour la révolution sociale dans toute l'Europe, de la Turquie à l'Islande, du Portugal à la Russie

Les prolétaires, pour s'émanciper et libérer la société de l'entrave et de la menace que représente désormais le mode de production capitaliste, doivent affronter la bourgeoisie tout entière et marcher au socialisme mondial.

Les partis sociaux-patriotes (« travaillistes », « sociaux-démocrates », « socialistes », « communistes ») subordonnent le prolétariat à sa bourgeoisie. Flanqués des organisations centristes (les faux « trotskystes » qui renient l'insurrection et la dictature du prolétariat, les débris du maoïsme, etc.), ils prétendent améliorer l'Union européenne ou, encore plus stupidement, que le capitalisme dans un seul pays est viable et préférable. Les partis « réformistes » qui gouvernent le font pour leur bourgeoisie et contre la classe ouvrière. Les directions syndicales sont aussi des bureaucraties qui n'ont plus à « négocier » que les attaques patronales et gouvernementales. Pour se défendre, les travailleurs doivent affirmer leur indépendance à l'égard de tous les capitalistes, leur arracher le pouvoir, unifier le continent.

Cent ans après la première guerre mondiale, pour empêcher l'Europe de sombrer à nouveau dans le nationalisme et la guerre, pour ouvrir un avenir progressiste, il faut au prolétariat une nouvelle direction, une internationale ouvrière et, dans chaque État, un parti de type bolchevik, internationaliste et révolutionnaire.

Ainsi, les ouvriers, les employés, les techniciens, etc. pourront s'unir et rallier les chômeurs, les couches semi-exploitées (travailleurs indépendants, encadrement), les jeunes en formation pour renverser la domination de la minorité bourgeoise, conquérir le pouvoir politique, abolir les anciens rapports de production, étendre la révolution européenne, collaborer avec les autres gouvernements ouvriers issus de la révolution socialiste dans les pays qui constituaient l'UE et les autres (y compris la Turquie que « l'Europe » capitaliste rejette).

Aux mots d'ordre de désespoir national et de folie nationale, il faut opposer les mots d'ordre qui proposent une solution internationale. (Trotsky, Le Tournant de l'IC et la situation en Allemagne, septembre 1930)

Alignement du droit du travail sur les règles les plus avantageuses de toute l'Europe ! Interdiction des licenciements ! Échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Distribution du travail entre tous les travailleurs ! Contrôle des travailleurs sur l'embauche et la production !

Abrogation de toute législation limitant les droits démocratiques ! Liberté d'expression, de réunion, d'organisation, de grève et de manifestation dans tous les pays ! Libération immédiate des « gilets jaunes », des militants ouvriers turcs... ! Levée des poursuites judiciaires contre tous les militants ouvriers et sociaux !

Respect des minorités nationales ! Droit de séparation des minorités nationales ! Libération immédiate de tous les prisonniers politiques kurdes, tatars, basques... ! Levée de toutes les poursuites judiciaires contre les militants catalans !

Libre circulation des travailleurs de tous les pays en Europe ! Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Ouverture des frontières aux migrants, droit d'installation et de circulation, des papiers pour tous !

Enseignement et soins universels, laïcs, de qualité et gratuits ! Annulation de toutes les attaques contre le salaire indirect ! Expropriation sans indemnité des banques et des compagnies d'assurances ! Annulation de toutes les dettes publiques !

Logement digne et bon marché pour tous les travailleurs ! Municipalisation de toutes les terrains urbains ! Expropriation sans compensation de toutes les logements aux mains de grands propriétaires (capitalistes immobiliers individuels, banques, assurances, sociétés immobilières...) ! Pas une expulsion ! Blocage immédiat des loyers des logements !

Séparation complète de l'État et de toute religion ! Aucune subvention d'aucun culte ! Abrogation des lois contre le « blasphème » ou « l'offense aux convictions religieuses » ! Interdiction de toute propagande religieuse dans les lieux de formation ! Libre accès dans toute l'Europe à la contraception et à l'interruption de grossesse !

Abolition des monarchies ! Dissolution des chambres parlementaires non élues au suffrage universel (Chambre des Lords britannique, Sénat français...) ! Rémunération des élus au salaire d'une travailleuse qualifiée ! Révocabilité des élus !

Tous les États d'Europe, hors de l'OTAN ! Fin des interventions militaires extérieures européennes et fermetures des bases militaires à l'étranger !

Autodéfense des luttes ouvrières et des organisations ouvrières contre toutes les bandes du capital ! Dissolution des armées professionnelles, des corps de répression et armement des travailleurs !

Renversement de tous les gouvernements bourgeois ! Création de conseils de travailleurs ! Gouvernement sans ministre bourgeois basé sur les conseils ! Suppression des frontières ! États-Unis socialistes d'Europe !

L'ennemi principal est dans notre propre pays. L'unité de l'Europe et le socialisme mondial ne pourront être que le fruit d'une révolution sociale menée par une classe qui n'est ni possédante ni exploiteuse, qui est internationale et non nationale.

Le triomphe de la révolution socialiste dans le continent donnera un élan à la révolution en Afrique du Nord, au Proche-Orient et dans le monde entier, ce qui permettra d'assurer les conditions du socialisme mondial.

Construisons l'internationale dont les drapeaux rouges proclameront : vive l'union des gouvernements ouvriers et paysans du monde !

21 avril 2019



CoReP, FT-VP/BRÉSIL, IKC/ESPAGNE

**TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS,
UNISSONS-NOUS !**

1^{ER} MAI 2019

Les masses d'Algérie et du Soudan se lèvent contre les régimes tyranniques de leur bourgeoisie privilégiée, celui du FLN et de l'armée dans un cas, celui de l'islamisme et de la police politique dans l'autre. Des milliers de militants ouvriers ont rompu avec les dirigeants confédéraux du COSATU et avec le Parti « communiste » SACP qui gèrent le capitalisme sud-africain avec le parti de la bourgeoisie noire ANC depuis 1994. Ils viennent de constituer un parti qui se réclame de la révolution sociale (SWRP).

Dans un monde capitaliste qui court à la catastrophe, ce sont des signes que la classe ouvrière peut se défendre et sauver l'humanité.

Les puissances impérialistes se disputent le monde

Deuxième économie mondiale, la Chine est devenue un impérialisme de poids, par le montant de ses exportations, la constitution de grands groupes (comme Huawei le plus apte au passage des communications à la 5G qui est un enjeu mondial), ses achats de terres cultivables et d'entreprises étrangères, ses prêts à des États en difficulté (dont le Venezuela et le Soudan). Le monde étant partagé depuis longtemps, elle ne peut prendre une place qu'au détriment des vieilles puissances impérialistes (États-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Canada...).

Pour garantir ses approvisionnements et ses débouchés, pour défendre les intérêts de ses firmes multinationales, l'État chinois, comme ses rivaux, renforce son armée et établit des bases à l'étranger (Djibouti).

La Chine fait les yeux doux à tous ceux que l'impérialisme étasunien menace, elle se présente comme la championne du libre-échange tout en construisant patiemment et méthodiquement sa propre politique impérialiste autour des « nouvelles routes de la soie ».

L'impérialisme dominant ne pouvait plus supporter sans réagir de voir s'affaiblir ses positions, non seulement vis-à-vis de l'impérialisme chinois, son rival le plus menaçant, mais aussi vis-à-vis de tous ses autres concurrents. Il ne peut plus supporter que quiconque, comme la Syrie, l'Iran ou le Venezuela, profitant de son affaiblissement relatif, ose le défier.

Les États-Unis s'appuient sur leurs atouts économiques, culturels et militaires. Ils multiplient les décisions de justice contre les groupes capitalistes étrangers. Depuis l'élection de Trump, des mesures protectionnistes (élévation de droits de douane) frappent des centaines de milliards de dollars d'exportations européennes, canadiennes et surtout chinoises aux États-Unis et des mesures de rétorsion ont été prises symétriquement par l'UE et la Chine contre les exportations américaines.

La guerre économique est non seulement un facteur de crise économique, mais aussi d'instabilité grandissante entre les principaux pays impérialistes et dans chaque pays. Au Moyen-Orient, les États-Unis ont engagé une lutte implacable pour faire reculer et asphyxier l'Iran. Trump donne sa bénédiction à l'État colonial d'Israël pour l'annexion de Jérusalem et de la Cisjordanie. Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne... soutiennent la monarchie réactionnaire d'Arabie saoudite

dans une guerre meurtrière au Yémen (à laquelle participait le Soudan). La France favorise en Libye l'offensive du maréchal Haftar contre le gouvernement soutenu par les autres puissances occidentales, en particulier l'Italie. Elle renforce ses interventions militaires au Mali comme en Centrafrique.

La Russie a une base militaire en Syrie, consolide sa mainmise sur la Crimée et entretient des sécessions en Ukraine, en Géorgie et en Moldavie. Les menaces d'intervention militaire de Trump au Venezuela pour précipiter la chute de Maduro s'inscrivent également dans l'offensive des États-Unis pour regagner leur mainmise sur l'Amérique latine tout en leur offrant la possibilité d'évincer du Venezuela les investisseurs chinois et russes. La Turquie, avec le consentement de la Russie et des États-Unis, mène des opérations militaires contre le mouvement national kurde en Irak et en Syrie. La Chine occupe des îles de son voisinage qui justifient le militarisme chez les États capitalistes voisins (Japon, Vietnam, Corée du Sud, Philippines, Australie).



La montée de la réaction sous toutes ses formes

Sur tous les continents, les libertés démocratiques (le droit de s'informer, de débattre, de faire grève, de manifester, de s'organiser...) reculent. Des travailleurs sont réduits à l'esclavage. Des murs sont bâtis par Israël, les États-Unis, etc. Souvent, les réfugiés sont les premières victimes, mais tous les opprimés et tous les travailleurs sont menacés. Le droit à l'avortement, dans les pays où il a été arraché malgré les institutions religieuses, est mis en cause. L'État birman extermine les musulmans ; l'État turc occupe militairement le Kurdistan ; l'État espagnol refuse le droit aux habitants de la Catalogne de décider de leur sort...

Non seulement des pays subissent des crises économiques sévères (Venezuela, Argentine, Turquie...) mais les États capitalistes les plus avancés infligent aux travailleurs le chômage, la précarité, le report de l'âge de la retraite, la détérioration des hôpitaux publics et de l'école publique, la hausse des loyers... Les capitalistes recourent au chantage à la délocalisation (dans le pays ou à l'étranger).

Dans ce cadre, les partis traditionnels du capital sont usés, minés, discrédités et ne parviennent plus, ou très mal, à trouver une assise suffisante dans le cadre de la démocratie bourgeoise, plus ou moins parlementaire. La paupérisation relative ou absolue de couches toujours plus larges de la population, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi d'une partie de la petite bourgeoisie, ne leur garantit plus d'assise électorale stable. Nombre de leurs électeurs s'abstiennent ou se tournent vers des partis « populistes », cléricaux, xénophobes, voire fascistes. Tous les partis bourgeois, vieux et nouveaux, brandissent le drapeau d'un nationalisme plus agressif pour dévier la colère des masses contre « l'étranger », externe ou interne (migrants, minorités religieuses...), protéger leur propre bourgeoisie et accentuer l'exploitation.

Les aventuriers et les nouveaux partis xénophobes et cléricaux font mine de s'opposer au « système », à « l'oligarchie », de représenter « le peuple » contre les « élites » : ils ont remporté le référendum en Grande-Bretagne, remporté des élections au Brésil, en Italie, en Autriche, en Turquie, en Inde, aux Philippines, en Pologne, etc. Mais le repli national et l'agressivité militaire, l'obscurantisme religieux, ne résoudront en rien les difficultés des travailleurs.

Les succès des démagogues « populistes » et des partis fascisants reposent sur l'absence d'une alternative révolutionnaire pour la classe ouvrière au déclin du capitalisme, à sa menace envers l'environnement, à sa crise politique, aux tensions internationales.

Les bureaucraties syndicales et les partis « réformistes » traditionnels n'obtiennent plus de concessions de leur bourgeoisie. Les appareils syndicaux sabotent les résistances avec des « journées d'action » symboliques et impuissantes tout en collaborant aux

attaques patronales et gouvernementales. Souvent, les anciens partis sociaux-patriotes (travailleurs, sociaux-démocrates, « communistes »...) se trouvent emportés dans le même discrédit que les partis bourgeois traditionnels. L'affaiblissement du SPD en Allemagne, du PCF et du PS en France, la disparition du PCI en Italie, le discrédit du PT du Brésil sont des exemples frappants.

Pour en finir avec la barbarie capitaliste

Malgré l'intensification des mesures pour maintenir le taux de profit, malgré les restrictions des libertés démocratiques, malgré l'installation de gouvernements ultraréactionnaires dans un certain nombre de pays, nulle part la classe ouvrière n'a été écrasée. Au Brésil, les travailleurs salariés, les femmes, les étudiants et les Indiens relèvent déjà la tête en commençant à se rassembler contre les premiers coups du gouvernement Bolsonaro. En Hongrie, des manifestations importantes ont défilé contre Orban. En Italie, des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté à Rome contre le gouvernement Salvini-Di Maio. En Algérie, des millions de prolétaires, de jeunes, de femmes, de travailleurs indépendants et de cadres se mobilisent contre le régime corrompu. Au Soudan, par millions les masses cherchent à en finir avec le régime d'oppression islamiste et de vol qui a de plus divisé profondément le pays.

En Algérie, au Soudan, au Brésil, partout, pour que gagne le camp de l'immense majorité, celui des exploités, des opprimés, pour abattre réellement le système, il faut mener la révolution sociale. C'est aux travailleurs de s'emparer des usines, des mines, des moyens de transport et de communication, des banques et des terres. Pour s'organiser partout, il faut des assemblées, des comités qui élisent leurs représentants et se coordonnent à l'échelle locale et nationale. Tout le pouvoir à ces structures ! « L'assemblée constituante » ou la « transition démocratique » ne feront que maintenir le capitalisme

et l'appareil de répression, comme cela s'est passé en Espagne, en Tunisie, au Venezuela... Au maintien du capitalisme, tout « État islamique » ajoute l'oppression des femmes, des jeunes, des minorités religieuses, des homosexuels, comme l'ont montré le califat de l'EI, l'Iran, le Soudan.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la grève générale, l'auto-organisation, le ralliement des conscrits, la prise du pouvoir par les travailleurs des villes et des campagnes !

Partout dans le monde, la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin d'air frais, d'une stratégie de révolution permanente, d'une internationale communiste, pour prendre le pouvoir, bâtir une société sans classe et sans frontières.

Contre le nationalisme ranci des bourgeoisies aux abois et de leurs agents sociaux-patriotes ! Vive la solidarité ouvrière internationale ! Liberté de circulation des réfugiés et des travailleurs ! Fin des blocus et des expéditions impérialistes, fermeture des bases militaires ! Démantèlement d'Israël pour une Palestine unifiée, démocratique et laïque aux mains des travailleurs arabes et juifs !

Reconstruction d'une internationale ouvrière sur la base du programme de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de la 4e Internationale du temps de Trotsky !

Expropriation des groupes capitalistes, contrôle de la production et des échanges en fonction des besoins et non plus du profit ! Dissolution des corps de répression et armement des travailleurs !

Contre la barbarie capitaliste sous toutes ses formes, révolution sociale, gouvernement ouvrier ! Vive le socialisme mondial !

1 mai 2019

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)
Internaciema Kolektivista Cirklo (État espagnol)

Manifeste de la Ligue des
communistes, 1847
Cahier révolution communiste n° 13



Programme de transition
de la 4e Internationale, 1938
Cahier révolution communiste n° 5



Manifeste de la 4e Internationale,
1940
Cahier révolution communiste n° 12



Plateforme du Collectif révolution
permanente, 2017
Cahier révolution communiste n° 18





CoReP

SOUDAN : POUR QUE LA RÉVOLUTION TRIOMPHE

16 MAI

Une bourgeoisie incapable d'unifier le pays

Au moment de l'indépendance officielle (1956), la bourgeoisie soudanaise naissante se divise politiquement entre deux options. L'une mise sur la religion pour dominer les autres classes ; elle s'incarne en plusieurs mouvements : l'Oumma (née en 1945) hostile à l'Égypte et aussi les Frères musulmans du Front de la charte islamique (ICF, aujourd'hui divisé entre NCP et PCP). L'autre table sur le nationalisme arabe qui a le vent en poupe dans l'Égypte voisine : le Parti national unioniste (NUP, aujourd'hui DUP), le terme « unioniste » désignant la volonté initiale du parti pronassérien d'unifier la Soudan et l'Égypte.

Faute d'une accumulation suffisante de capital à l'échelle nationale, la bourgeoisie soudanaise a du mal à s'unifier à l'échelle de tout le pays, à stabiliser l'État, à assurer son hégémonie sur les autres classes sociales. Les puissances impérialistes (surtout Grande-Bretagne et États-Unis), les puissances régionales (Égypte, Israël, Arabie saoudite, Iran) et même des États voisins (Érythrée, Tchad, Éthiopie, Ouganda...) interfèrent dans la vie politique et contribuent à la balkanisation du pays. Plus que les élections et le parlement, les coups d'État militaires et les soulèvements populaires vont rythmer la vie politique du pays.

La classe ouvrière peut-elle suppléer la défaillance historique de la bourgeoisie ? Le parti dont dispose le prolétariat à l'indépendance, le Parti communiste du Soudan (SCP), est un des plus importants partis ouvriers

d'Afrique. Il est présent aussi bien au sud qu'au nord. Il dirige la jeune classe ouvrière, en particulier du rail, il influence nombre de paysans, d'étudiants, d'intellectuels, de soldats et d'officiers. Mais, malgré le nom « communiste », il est en fait stalinien, menchevik. Il n'a aucune confiance dans la classe ouvrière. Il subordonne le prolétariat à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie nationales au nom de « *l'unité des forces vives de la nation* », de « *l'union de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la bourgeoisie nationale, des intellectuels progressistes* » (SCP, 1 janvier 1956).

1989 : le putsch du cheikh Tourabi et du colonel Bachir

En 1989, le colonel Omar Al-Bachir renverse le gouvernement Al-Mahdi et prend le pouvoir avec l'aide du NIF. Il proclame un État islamique, interdit les partis politiques et les syndicats indépendants (la centrale SWTUF devient un appendice de l'État). Le NIF purge massivement l'armée, la police et l'administration civile. Il instaure un parti unique, islamiste, le Parti du congrès national (NCP).

En 2003, le régime décide alors de maintenir le Darfour par la force dans ses frontières, avec les mêmes méthodes qu'au Soudan du Sud auparavant. Comme l'armée se montre peu offensive, il paye et équipe des milices « arabes » nommées Janjawids. Le conflit cause à ce jour 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés.

En 2011, la partition entre Nord et Sud a lieu. Le Soudan du Sud hérite de la plus grande partie des gisements de

pétrole (entre 70 % et 80 %). En janvier 2016, le Soudan rompt avec l'Iran. Il se rapproche de l'Égypte et des monarchies du Golfe. L'Arabie saoudite vend du carburant à bas prix et prête un milliard de dollars (environ 900 millions d'euros) ; en échange, le Soudan soutient l'invasion du Yémen et fournit des troupes, surtout des milices. Les États-Unis lèvent leurs sanctions en octobre 2017.

La Chine est le principal fournisseur du Soudan et le principal investisseur. Le parti unique NCP invite le parti unique de Chine, le PCC, à son congrès de 2017. Il envoie des cadres s'instruire à l'école de formation des hauts fonctionnaires chinois, l'université de Pudong (Shanghai).

2018 : le début d'une révolution

Le PIB baisse de 2,3 % en 2018. Le déficit commercial s'accroît malgré les exportations clandestines d'or. L'inflation est d'au moins 70 %. 70 % des dépenses budgétaires sont alloués aux corps de répression (services secrets dont NISS, milices reconverties en RSF, armée traditionnelle...).

Le 19 décembre 2018, le gouvernement soudanais annonce, parmi d'autres mesures, le triplement du prix du pain. Dès le lendemain, la population, dont de nombreuses femmes, manifeste. Ce soulèvement s'inscrit dans les luttes démocratiques en cours en Angola, en Éthiopie, en Gambie et surtout en Algérie. Les manifestations sont organisées par une structure petite-bourgeoise, l'Association des professionnels soudanais (SPA) qui regroupe des ingénieurs, des avocats, des médecins, des universitaires... La répression est violente : arrestations, tabassages, tirs sur la foule de la NISS et des milices islamistes RSF. Le bilan est de 90 journalistes arrêtés, 9 femmes condamnées au fouet pour conduite inconvenante, 800 condamnations à de longues peines de prison et au moins de 60 morts.

Mais les masses, au bout de quatre mois de sacrifices, font basculer des conscrits et des sous-officiers. Certains les protègent contre les exactions de la police politique : le 8 avril, des soldats affrontent une « force de réaction rapide » (la 5RSF du colonel Daglo dit « Hemetti »). Des formes d'auto-organisation apparaissent dans les quartiers. La révolution commence.

La classe dominante prépare depuis longtemps des solutions de rechange bourgeoise avec le secours des bourgeoisies impérialistes occidentales. D'une part, la police politique et l'état-major de l'armée sont prêts à sacrifier le fusible Bachir (comme leurs équivalents ont évincé Bouteflika en Algérie), solution à laquelle se résigne aussi la Chine. D'autre part, les partis politiques bourgeois (DUP, Oumma, PCP...) intègrent à leurs alliances et à leur stratégie de défense du capitalisme et de sauvegarde de l'État bourgeois l'organisation militante de la petite bourgeoisie, la SPA, et le seul parti ouvrier, le SCP.

Cette union nationale est nommée Déclaration pour la liberté et le changement (FDFC). Le 1^{er} janvier, elle publie son programme. Il n'est même pas démocratique : il n'est pas question d'un gouvernement élu, mais d'un gouvernement civil dirigeant le pays pendant 4 ans sans consulter la population qui est envoyée sans armes affronter le régime.

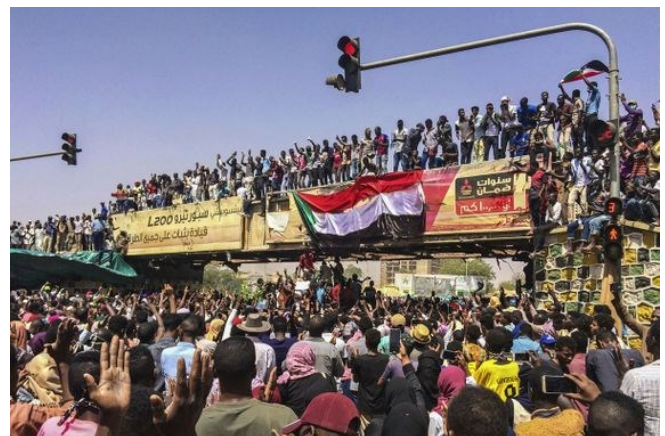
La SPA, si elle organise les manifestations, supplie l'état-major d'évincer Bachir et prêche aux masses le pacifisme. Les ouvriers et les employés lui servent de troupes, car ils n'ont pas d'organisation propre, indépendante (véritablement communiste). Le Parti « communiste » qui avait déjà constitué un front populaire avec les débris politiques du panarabisme et même l'Oumma, s'aligne totalement sur la petite bourgeoisie et même la grande.

Le secrétariat du comité central du PC soudanais a lancé deux appels les 31 décembre et 1^{er} janvier, appelant à la poursuite des actions de masse, basées sur l'unité des forces de l'opposition et autour de leur revendication déclarée : le renversement du régime, son démantèlement et sa liquidation... En outre, il a appelé les masses à rester fermes et à s'unir autour de leurs aspirations à un avenir radieux fondé sur l'égalité, l'état de droit et la participation indépendante des travailleurs au processus décisionnel et à la mise en oeuvre. Il a affirmé son attachement aux principes contenus dans l'alternative démocratique adoptée par l'opposition. (SCP, 8 janvier 2019)

Le 11 avril, une junte appelée Conseil militaire de transition (TMC) destitue Bachir, libère les manifestants et opposants prisonniers et prend le pouvoir pour 2 ans. À sa tête, le général Burhan est un des chefs de la répression du Darfour ; Hemetti est le numéro 2. La Chine reconnaît immédiatement le TMC.

Le Parti « communiste » prêche le pacifisme et tente d'empêcher la lutte de classe prolétarienne.

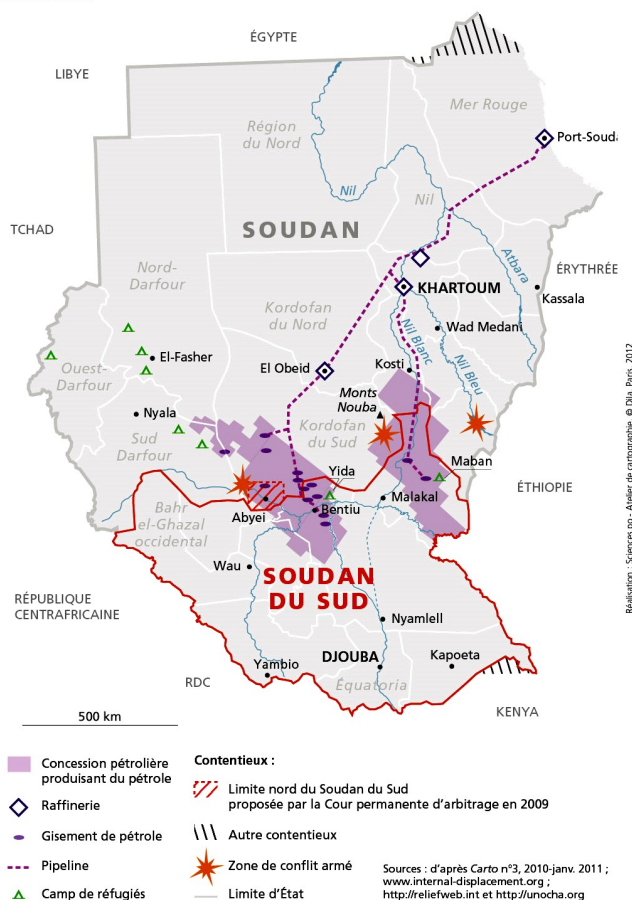
Le SCP et toutes les forces de l'opposition poursuivent leur révolution jusqu'à la mise en place d'un gouvernement civil qui représente les masses et met en oeuvre le



programme alternatif démocratique accepté par toutes les forces. (SCP, 12 avril 2019)

Le 27 avril, la FDFC et le TMC annoncent un compromis pour un gouvernement transitoire mixte, composé de bourgeois civils et de gradés. Le 13 mai, des bandes armées, probablement la NISS officiellement dissoute et les RSF plus puissantes que jamais, attaquent les manifestants. Le 15 mai, le TMC et la FDFC publient un accord pour confier le pouvoir pour 3 ans à un Conseil de souveraineté, non élu, composé à 67 % de la FDFC.

Les Soudans



© Questions internationales, numéro 58, La Documentation française, Paris, novembre-décembre 2012.
http://www.ladocumentationfrancaise.fr

2019 : pour la révolution permanente

Les libertés fondamentales doivent être conquises par les travailleurs et servir à la classe ouvrière à prendre la tête des masses, à construire des organes de type soviétique, à désarmer la NISS et les RSF, à miner l'armée bourgeoise et à gagner les soldats, avec leurs armes, à la cause de la révolution. La combinaison des exigences politiques et sociales de la classe ouvrière, des paysans travailleurs, des fonctionnaires de base, des étudiants, des conscrits, etc. poseront le problème de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Pour mener la révolution à la victoire, l'avant-garde des travailleurs et des étudiants doit s'organiser, en lien avec les révolutionnaires prolétariens de la région et du monde entier, en un parti ouvrier indépendant de l'impérialisme, de l'État bourgeois, des partis capitalistes qu'ils soient nationalistes arabes ou islamistes, un parti du type bolchevik.

Libertés démocratiques ! Séparation de l'État et de la religion ! Interdiction effective de l'excision des filles ! Égalité juridique pour les femmes ! Respect des minorités nationales et religieuses ! Droit de séparation ou de rattachement au Soudan du Sud des peuples opprimés !

Reconstruction et développement du réseau ferroviaire ! Santé et éducation publiques, gratuites et laïques ! Nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les entreprises privatisées ! Annulation de la dette de Bachir au FMI ! Contrôle ouvrier sur les entreprises ! Nationalisation des banques sous le contrôle des travailleurs ! Expropriation des terrains des villes et des grandes propriétés foncières, crédit et équipements bon marché pour les paysans travailleurs, encouragement aux coopératives agricoles !

Autodéfense des manifestations ! Dissolution de la Réserve centrale de la police, des Forces de soutien rapide et de l'armée de métier !

Rupture des syndicats ouvriers et du SCP avec la bourgeoisie ! Conseils de travailleurs salariés, de paysans pauvres, de soldats et d'étudiants ! À bas la junte TMC ! Gouvernement ouvrier et paysan reposant sur les conseils et l'armement des travailleurs ! Fédération socialiste de l'Afrique de l'Est !

16 mai 2019

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 12 euros en France (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros

à : ARTP AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse postale

..... Pays

Adresse électronique@.....

LA POLICE ARRÊTE TOUS CEUX QUI S'OPPOSENT À LA PRÉSIDENTIELLE



CoReP

ALGÉRIE : ARRÊT DE LA RÉPRESSION, LIBÉRATION DE LOUISA HANOUNE !

28 MAI

Les protestations massives de la population algérienne contre le régime et sa corruption ont abouti à un changement de façade. Le général Salah et l'état-major, qui étaient jusqu'alors les alliés fidèles du clan de Bouteflika, se sont retournés contre lui.

La télévision a montré le 5 mai l'arrivée de trois personnalités au tribunal militaire de Blida : le frère du président déchu, Saïd Bouteflika ; l'ex-coordonateur des services de sécurité, Athmane Tartag ; le patron durant un quart de siècle des services secrets algériens (DRS), Mohamed Mediène dit Toufik.

Le chef d'état-major de l'ANP et vice-ministre de la défense nationale, Ahmed Gaïd Salah, est allé jusqu'au bout de ses menaces publiques contre ceux qu'il a présentés, il y a quelques jours, comme étant une bande, l'accusant d'avoir comploté contre l'État. (El Watan, 6 mai)

La justice militaire a aussi placé le 9 mai Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), en détention provisoire, après l'avoir inculpée de « complots contre l'armée et l'État ».

Convoquée comme témoin par le tribunal militaire de Blida, Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, a été placée en détention après plus de cinq heures d'audition par le juge chargé du dossier de Saïd Bouteflika et des deux généraux Toufik et Tartag. (El Watan, 10 mai)

Le 21 mai, les étudiants qui manifestaient contre le régime maintenu ont été réprimés.

L'État bourgeois tente d'intimider. Les organisations ouvrières de tous les pays doivent protester contre la répression des manifestants, l'arrestation et l'emprisonnement de tout responsables d'un syndicat ou d'un parti d'origine ouvrière, quelle que soit sa politique.

Dans le cas du PT, que la presse présente abusivement comme « trotskyste », cette politique est indéfendable. Le PT avait constitué une coalition avec l'ancien parti unique (FLN) et les islamistes (FIS) puis, après la guerre civile, s'était rapproché du régime Salah-Bouteflika, ce qui permettait à son courant international (l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, dirigée alors par Daniel Gluckstein) de tenir des conférences en Algérie.

Mais c'est à la classe ouvrière de juger ses organisations et ses dirigeants, pas à l'appareil répressif de l'État bourgeois.

Solidarité internationale avec les travailleuses, les travailleurs et les jeunes algériens ! Libération immédiate de Hanoune !

Levée de toutes les poursuites contre les manifestants étudiants et les dirigeants du PT ! Respect du droit de manifester, de s'exprimer, de s'organiser !

28 mai 2019

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)



Cahier révolution communiste n° 9



CoReP, IKC/ESPAGNE IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ET ÉTAT SIONISTE, BAS LES PATTES DEVANT L'IRAN !

30 MAI

L'acharnement des États-Unis à dominer le monde est encore plus brutal depuis qu'ils se sont économiquement affaiblis et qu'ils ont subi diverses défaites militaires et politiques. D'où l'hostilité aux négociations multilatérales et à l'OMC, la multiplication de mesures protectionnistes, la dénonciation des traités antérieurs, le militarisme exacerbé...

À cause de l'impossibilité d'occuper militairement l'Irak et l'Afghanistan, à cause de l'influence de la Russie et de l'Iran qui ont sauvé le régime tortionnaire de la Syrie, à cause de l'hostilité grandissante du régime islamiste turc qui était un pilier de l'OTAN, l'État américain mise plus que jamais sur le régime militaire de l'Égypte, la monarchie absolue de l'Arabie saoudite et l'État colonial d'Israël. Il s'agit de renverser les gouvernements qui osent le défier en Asie de l'Ouest et de contrer ses rivaux, avant tout les impérialisme russe et chinois, mais aussi ses alliés officiels, les États européens et le Japon.

En contrepartie, le prince ben Salmane et les autres monarques du Golfe peuvent arrêter, torturer et assassiner leurs opposants. Après avoir financé Al-Qaïda et l'État islamique, ils répandent toujours la version la plus rétrograde et la plus antisémite de l'islam dans le monde entier. Ils interviennent militairement au Yémen avec la Jordanie, le Maroc, l'Égypte et le Soudan. Pour sa part, Netanyahu a le feu vert de Washington pour poursuivre la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, étouffer la bande de Gaza avec la complicité du

maréchal Sissi, y détruire périodiquement les infrastructures, massacrer sa population, bombarder régulièrement les troupes iraniennes en Syrie.

Les États impérialistes qui se sont dotés de l'arme nucléaire n'ont rien exigé du Pakistan ou d'Israël qui l'ont aussi acquise. Mais ils voulaient interdire à l'Iran de le faire. Par l'accord de Vienne (PAGC), conclu en juillet 2015 entre l'Iran et la plupart des puissances mondiales (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie), le président Rohani acceptait d'y renoncer malgré l'hostilité du « guide suprême » Khamenei. La population iranienne avait alors accueilli avec soulagement la levée des sanctions et l'État iranien avait respecté ses engagements.

Le candidat du Parti républicain s'était prononcé durant l'élection présidentielle étasunienne de 2016 contre les opérations militaires à l'étranger menées par le président précédent, Obama (Parti démocrate). Mais Trump disait aussi que l'accord de Vienne était « un désastre », « le pire jamais conclu dans l'histoire ».

Après avoir annulé l'accord avec Cuba en 2016 et avant de mener un coup d'État au Venezuela en 2019, le président Trump, son conseiller John Bolton, le secrétaire d'État (ministre des affaires étrangères) Mike Pompeo et le secrétaire à la Défense (ministre de l'armée) Patrick Shanahan ont révoqué l'accord avec l'Iran le 8 mai 2018. Ils ont décrété de nouveau des sanctions économiques et menacé toutes les firmes qui commerceraient

avec l'Iran ou y investiraient. L'UE a protesté, mais les firmes européennes ont plié.

Le 8 avril 2019, l'État américain a classé les Pasdaran (Gardiens de la révolution), la principale force militaire de l'Iran, celle qui intervient en Syrie et qui possède une partie de l'économie iranienne, comme « terroriste ». Le 2 mai, le gouvernement américain a durci les sanctions : fin des exemptions pour certains pays (dont l'Inde) d'importation de pétrole iranien ; interdiction des exportations d'acier, d'aluminium, de cuivre... Comme toujours, ce sont les travailleurs qui sont les principales victimes de la restriction des échanges, de l'étranglement économique, de la chute de la production, de l'inflation galopante.

Le 5 mai, la Maison Blanche a annoncé le déploiement d'un porte-avions et quatre bombardiers à capacité nucléaire dans la région, invoquant sans la moindre preuve « un certain nombre d'indications et d'alertes troublantes ». En 1964, le président (Parti démocrate) des États-Unis avait commencé la guerre au Vietnam en arguant, de la même façon, de menaces militaires dans le golfe du Tonkin. Aujourd'hui, il est établi qu'il s'agissait d'une falsification, comme le prétexte des « armes de destruction massive » de Saddam Hussein dont Bolton fut un des inventeurs en 2003. Le conseiller militaire de Trump est de longue date un partisan de la guerre à l'Iran. Il entretient des relations avec les monarchistes exilés (autour de Reza Pahlavi) et avec les Moudjahidines du peuple liés au régime irakien puis à l'impérialisme américain (OMPI de Radjavi).

Les États-Unis pourraient effectuer un travail soigné de destruction, mais seul Israël peut faire ce qui est nécessaire. Une telle action devrait être combinée à un vigoureux soutien à l'opposition iranienne, dont l'objectif sera le changement de régime à Téhéran. (John Bolton, Pour arrêter la bombe iranienne, bombarder l'Iran, 26 mars 2015)

Depuis, l'arsenal a été renforcé en Méditerranée, au prétexte « d'activités navales anormales » de bateaux iraniens.

Lors d'une réunion des principaux conseillers à la sécurité nationale du président Trump, le secrétaire à la dé-

fense par intérim Patrick Shenahan a présenté un plan militaire actualisé qui envisage d'envoyer jusqu'à 120 000 militaires au Proche-Orient si l'Iran devait attaquer les forces américaines ou accélérer ses travaux en matière d'armes nucléaires. (New York Times, 13 mai 2019)

Le 13 mai, Pompeo a fait irruption, sans invitation, dans une réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne à Bruxelles pour tenter, en vain, d'arracher le soutien à sa politique d'agression de l'Iran. Le même jour, la presse espagnole a fait état d'une lettre secrète de Washington dénonçant le projet de l'UE de créer une armée européenne. Quelques jours plus tard, le président étatsunien a écrit un message belliqueux.

Si l'Iran veut se battre, ce sera la fin officielle de l'Iran. Plus jamais de menaces à l'encontre des États-Unis. (Donald Trump, 19 mai 2019)

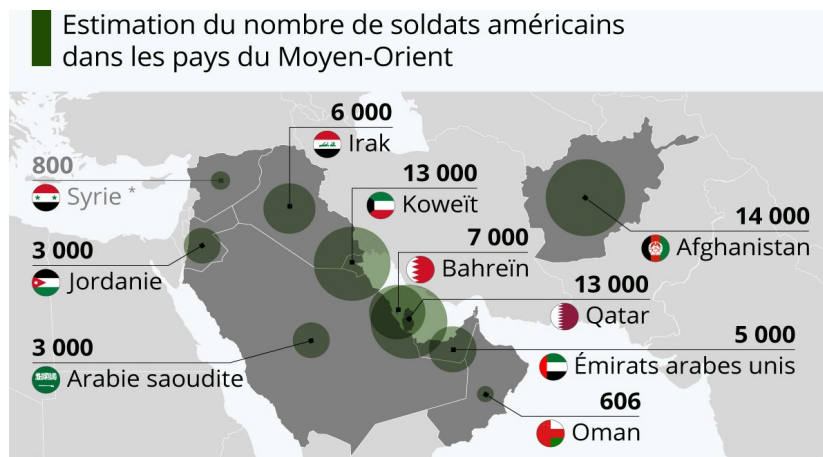
Les travailleurs avancés du monde entier sont partisans du renversement du régime des ayatollahs qui est né de l'écrasement de la révolution de 1978-1979, qui a tué des milliers de militants ouvriers, qui a préservé le capitalisme et s'y est incorporé, qui réprime les grèves, qui opprime les femmes et les minorités nationales. Mais cette tâche ne peut être confiée à une autre bourgeoisie rapace, aux Netanyahu et aux Trump. Actuellement, les mesures et les menaces étrangères soudent la population au régime islamiste et elles renforcent, en son sein, l'aile la plus répressive.

Les adversaires conservateurs de M. Rohani, depuis toujours méfiants de ses tentatives de renouer des relations avec l'Amérique, se sentent confortés. (The Economist, 11 mai 2019)

Il revient à la classe ouvrière et aux opprimés d'Iran de chasser les capitalistes et bourreaux islamistes. La meilleure aide à leur fournir est que le mouvement ouvrier des États-Unis, d'Israël et de tous les pays s'oppose à toute opération militaire contre l'Iran et exige la levée immédiate du blocus étatsunien.

30 mai 2019

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)
Internaciema Kolektivista Cirklo (État espagnol)





CoReP, IKC/ESPAGNE

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DANS L'UE

9 JUIN

L'Union européenne

L'Union européenne (UE) est parfois qualifiée à tort d'Europe. Elle n'a pas unifié le continent. C'est une coalition initiée à partir de 1951-1957 par 6 États à cause de l'étroitesse de leurs frontières nationales. Cependant, leurs bourgeoisies ne sont pas parvenues à fusionner. L'UE n'a pas d'armée, son budget est réduit (1 % du PIB de l'UE), elle ne prélève pas d'impôt.

Elle a connu un certain succès puisque 22 États, au fil du temps, ont joint les 6 fondateurs. Elle a supprimé les frontières pour les marchandises, les capitaux et les ressortissants des États membres. Par contre, elle les ferme aux migrants. Elle a adopté plusieurs politiques économiques communes (dont la « politique agricole commune », les « fonds structurels » qui ont financé notamment des infrastructures dans des pays qui en manquaient, le système de bourses Erasmus...). À la demande de l'État français, le noyau central de l'UE a décidé en 1992 d'adopter une monnaie commune, l'euro, mais aux conditions fixées par l'État allemand qui n'était pas demandeur (règles budgétaires, siège à Francfort...). Elle est capable de peser dans les négociations économiques internationales, ce qui explique l'hostilité que lui manifeste Trump.

Son poids dans l'économie capitaliste mondiale s'effrite avec l'émergence de l'impérialisme chinois : en 2004, le PIB des 25 équivalait à 30 % du PIB mondial, en 2015 le PIB des 28 correspond à 22 % de ce PIB. En outre, elle a commencé à régresser avec le refus de fait de l'adhésion de la Turquie en 2005, la « crise de la dette »

de 2010, la guerre en Ukraine en 2013, la « crise migratoire » de 2015, le référendum de départ de la Grande-Bretagne en 2016 (probablement pour être plus satellisée que jamais par les États-Unis).

L'Union européenne reste un compromis entre les États les plus puissants. Elle a été impitoyable avec la Grèce mais n'a jamais pris de sanction envers les États impérialistes qui contrevenaient aux règles budgétaires (déficit public, dette publique) fixées par les traités. Pourtant, les petits pays en restent membres car leur bourgeoisie sait qu'elle a au moins une influence dans l'UE (en particulier pour les décisions qui doivent être prises à l'unanimité des États membres) et qu'elle serait encore plus démunie dans un face-à-face avec l'impérialisme allemand, l'impérialisme américain ou l'impérialisme russe.

Le Parlement européen

Les élections de mai ont désigné les députés du Parlement européen qui siège alternativement à Strasbourg et à Bruxelles. Ils sont élus au suffrage universel depuis 1979, avec un nombre de députés par État proportionnel à sa population. Ses prérogatives sont de trois types :

1) législatif : son accord est nécessaire à toute adoption d'un acte législatif (mais le pouvoir d'initiative est réservé à la Commission européenne) ;

2) budgétaire : le Parlement établit le budget de l'UE (mais celui-ci est réduit, de l'ordre de 1 % du PIB et il est obligatoirement en équilibre ; le parlement n'a pas le droit de lever l'impôt, ce sont les États membres qui, pour l'essentiel, financent l'UE) ;

3) contrôle du pouvoir exécutif : il peut censurer la Commission européenne ; le président de la Commission est élu par le parlement et les autres membres sont soumis à son approbation (mais ce sont les gouvernements nationaux qui désignent les commissaires : un par État membre)

Ses pouvoirs sont donc moindres que ceux des parlements nationaux (qui eux-mêmes sont des façades démocratiques au pouvoir réel concentré dans le gouvernement au service de la bourgeoisie, la haute administration, l'état-major, les chefs des services secrets...).

Les décisions sont prises par le Conseil européen (dont les réunions sont précédées d'un « sommet franco-allemand » qui ne figure dans aucun traité mais qui détient le vrai pouvoir) et appliquées par la Commission européenne qui siège à Bruxelles. La direction de la Banque centrale européenne qui siège à Francfort est nommée par les gouvernements de la zone euro.

La vie du Parlement européen se déroulait autour de deux pôles : le Parti populaire européen (PPE) et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D). Le PPE représente politiquement les fractions dominantes des bourgeoisies des États membres, celles qui misent sur l'UE pour mieux échanger et pouvoir peser face au géant américain (et à son rival chinois grandissant) ; les S&D sont composés surtout des agents séculaires de leur bourgeoisie nationale dans le mouvement ouvrier européen. Les deux blocs, qui détenaient la majorité absolue à eux deux, s'entendaient plutôt bien.

Les élections qui viennent de se dérouler déséquilibrent ce consensus (ils n'ont plus que 43 % des sièges) au compte du mouvement écologiste et des partis xénophobes.

Une augmentation de la participation au profit des écologistes

L'abstention est de 51 % sur la totalité des électeurs des 28 pays amenés à se prononcer, nette diminution par rapport aux élections européennes précédentes. L'abstention est néanmoins de plus de deux tiers en République tchèque, Portugal, Bulgarie, Slovaquie, Croatie, Slovaquie.

La participation a augmenté de 8,3 %. C'est en partie à mettre sur le compte de la crainte d'éclatement de l'UE à l'heure du Brexit et des préoccupations environne-

mentales de la jeunesse. La conséquence est une amélioration des résultats des partis écologistes : 20,5 % en Allemagne, 16 % en Finlande, 13,5 % en France, 11,8 % au Royaume-Uni... Aucun de ces partis malthusiens ne met la dégradation de l'environnement au compte du capitalisme. Ils propagent l'illusion d'un capitalisme vert. En pratique, certains d'entre eux ont déjà montré au gouvernement (en Allemagne, en Lettonie, en Italie, en Tchéquie, en Belgique et en France) qu'ils ne sauvaient pas l'environnement mais servaient leur propre bourgeoisie.

Les partis bourgeois « démocratiques » affaiblis au profit des partis fascistes

Le PPE qui regroupe les partis bourgeois traditionnels a perdu 42 sièges. Au Royaume-Uni, le Parti conservateur réalise son plus faible score historique, toutes élections confondues, à 8,8 %. En France, Les Républicains s'effondrent à 8,5 %. Mais le Parti populaire obtient 20,1 % en Espagne, Nouvelle démocratie 33,1 % en Grèce.

Par ailleurs, l'usure de la plupart des vieux partis bourgeois a permis l'émergence de nouveaux partis du même genre : En Marche en France (22,4 % des voix), LibDem en Grande-Bretagne (20,3 %), Citoyens en Espagne (12,1 %).... et, à côté, des partis écologistes qui, eux aussi, sont partisans de l'UE comme la meilleure solution face à Trump.

En revanche, les partis xénophobes gagnent 20 sièges, de 153 à 173. Ils arrivent même en tête dans cinq pays : le Fidesz en Hongrie (52,3 %), en outre, le Jobbik fasciste réalise 6,3 % ; Droit et justice en Pologne (45,4 %) ; la Ligue en Italie (34,3 %) ; le Parti du Brexit au Royaume-Uni (30,7 %) ; le Rassemblement national en France (23,3 %). Ils dépassent 10 % en Belgique (Alliance néoflandaise 13,5 %, Intérêt flamand 11,4 %), en Autriche (Parti autrichien de la liberté 17,2 %), en Lettonie (Alliance nationale 16,4 %), en Suède (Démocrates suédois 15,4 %), en Finlande (Vrais finlandais 13,8 %), en Lettonie (Parti populaire conservateur 12,7 %), en Slovaquie (Parti populaire 12,1 %), aux Pays-Bas (Forum pour la démocratie 10,9 %). En Grèce, les deux partis fascistes

élections 9 juin 2019	sièges	écart
partis bourgeois traditionnels	175	-42
partis xénophobes	173	+20
nouveaux partis bourgeois	107	+39
parti écologistes	78	+26
partis réformistes pro-UE	149	-37
partis réformistes anti-UE	38	-14



« La France Insoumise et Podemos proposeront à leurs groupes parlementaires des initiatives concertées dans leurs assemblées législatives nationales, ainsi que des initiatives communes au Parlement Européen. » (site LFI, 21 mars 2018)

obtiennent à eux deux 8,8 % des voix. Cette montée reflète le scepticisme vis-à-vis de l'UE de fractions perdantes de la bourgeoisie ainsi que le besoin de trouver des boucs émissaires aux inégalités sociales, à la paupérisation de couches de la petite bourgeoisie et du prolétariat.

Un échec électoral du réformisme sous toutes ses formes

Les S&D perdent 37 sièges. En Grande-Bretagne, le Parti travailliste est réduit à 13,7 % ; en France, le Parti socialiste à 6,2 %, en Allemagne, le Parti social-démocrate chute à 15,8 %. En Belgique, les Partis socialistes stagnent à 19 % à eux deux. Par contre, les partis ouvriers bourgeois issus de la social-démocratie ou du stalinisme gagnent en Espagne (Parti socialiste ouvrier espagnol à 32,8 %), aux Pays-Bas, au Portugal, en Suède, en Bulgarie, au Danemark, en Slovaquie, en Croatie, en Lettonie, en Slovaquie, à Chypre, en Estonie, au Luxembourg, à Malte.

Beaucoup de partis « réformistes » créés récemment perdent des voix : la Syriza en Grèce, qui gère le capitalisme grec en obéissant aux ordres des impérialismes allemand et français depuis 2015, est la seule parmi ce courant à dépasser 10 %, mais à 23,8 %, elle a perdu 2,8 % des voix et est loin derrière le parti bourgeois ND. En France, La France insoumise n'a que 6,3 % ; en Allemagne, le Parti de gauche est à 5,5 % (-1,9 % depuis les précédentes élections au Parlement européen) ; Nous pouvons (liste en commun avec le Parti communiste espagnol) reçoit 10 % (contre 18 % en 2014), l'Alliance

de gauche en Finlande 6,9 % (-2,4 %). Les exceptions sont le Parti de gauche en Suède qui stagne à 6,7 %, le Bloc de gauche au Portugal qui obtient 9,8 % (+5,3 %) et en Belgique le Parti du travail qui obtient 8,4 % des voix (contre 5,7 % en 2014). La Liste de l'unité au Danemark, qui ne se présentait pas en 2014, obtient 5,5 %.

Au total, les partis ouvriers bourgeois qui prétendent que le sort du peuple sera amélioré par des élections (ceux des S&D et ceux de la Gauche unitaire européenne) obtiennent ensemble moins d'un quart des voix, leur plus mauvais score.

Pour une solution prolétarienne radicale

Pour l'instant, la crise du mouvement ouvrier international est telle que les héritiers politiques de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale étaient incapables de présenter des listes pour les élections au Parlement européen.

Il y a des époques où la résistance au nationalisme, la résistance à l'envasement... ne porte ses fruits qu'après des années, de longues années parfois. (Lénine, 4 février 1911)

Certes, le sort de l'Europe ne se décidera pas dans les urnes, mais si les organisations communistes en avaient les moyens, comme elles présenteraient des candidats aux élections législatives de leur État, elles auraient fait campagne sur un même programme à l'échelle de toute l'UE pour :

- dénoncer l'incapacité des bourgeoisies à unifier l'Europe,
- combattre l'oppression nationale en son sein et annuler la dette de la Grèce,
- ouvrir ses frontières aux réfugiés,
- sortir de l'OTAN et démanteler les corps de répression,
- abattre l'UE capitaliste comme les États bourgeois nationaux,
- défendre la perspective du pouvoir des travailleurs et des États-Unis socialistes d'Europe.

L'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient toutefois non aux gouvernements actuels mais aux masses populaires conduites par le prolétariat. L'Europe doit devenir les États-Unis socialistes si elle ne veut pas devenir le tombeau de la nouvelle civilisation... L'économie de l'Europe unifiée fonctionnera comme un tout. La question des frontières provoquera aussi peu de problèmes qu'aujourd'hui la question des divisions administratives internes d'un pays. Les frontières à l'intérieur de la nouvelle Europe seront librement déterminées en fonction de la langue et de la culture nationale, par les populations concernées. (Trotsky, 12 février 1940)

9 juin 2019

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)
Internaciema Kolektivista Cirklo (Espagne)





CoReP, IKC/ESPAGNE ARMÉE TURQUE, HORS DE SYRIE !

11 OCTOBRE

Le 6 octobre, le président des États-Unis Trump s'entretient par téléphone avec le président de la Turquie Erdoğan puis il ordonne le retrait des « forces spéciales » de l'armée étasunienne du nord-est de la Syrie de la frontière. Cette zone avait été reprise à l'EI par le PYD kurde de Syrie et ses milices YPG qui avaient affronté les islamistes à partir de 2013. Les YPG ont reçu l'aide de l'armée américaine à partir de 2016.

Le 7 octobre, l'armée turque rassemble des troupes à la frontière entre la Syrie et la Turquie. Le 9 octobre, le ministre des affaires étrangères russe Lavrov se prononce contre toute émergence d'un État kurde. Le même jour, après des bombardements intenses, l'armée turque envahit pour la troisième fois en trois ans la Syrie en s'appuyant sur « l'Armée nationale syrienne » composée de débris de l'ASL syrienne et surtout d'islamistes que des charlatans pseudo-trotskyistes (LOI d'Argentine, CWG de Nouvelle-Zélande, RKOL d'Autriche...) présentaient comme « révolutionnaires ». L'invasion décidée par le gouvernement de l'AKP islamiste reçoit le soutien du clergé musulman (les 60 000 mosquées diffusent la « prière de la reconquête »), les grands médias et tous les autres partis bourgeois (MHP, CHP, İYİ...)

Toutes les organisations ouvrières de Turquie, de Syrie et de tous les pays doivent se prononcer contre l'invasion par la Turquie et ses supplétifs islamistes des zones de peuplement kurde de la Syrie.

Le mouvement ouvrier turc, vu la guerre que mène l'État bourgeois turc contre sa minorité kurde, doit se prononcer en outre pour le droit à l'indépendance du Kurdistan actuellement rattaché au territoire turc : c'est le seul moyen d'unir la classe ouvrière de toute la Turquie.

Le mouvement ouvrier syrien, irakien et iranien doit se prononcer pour le droit à l'autodétermination des minorités kurdes et le droit à former un État kurde unifié : c'est le seul moyen d'unir la classe ouvrière dans ces États.

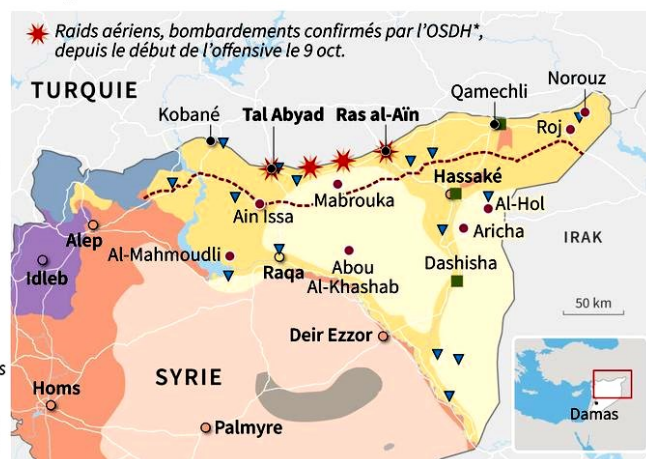
Au Proche-Orient, la lutte contre l'oppression nationale dont sont victimes les Kurdes ne peut pas être laissée aux mains des cliques petites bourgeoises (PKK, PYD...) ou bourgeoises (PDK, UPK). Tous les partis nationalistes remettent le sort des peuples kurdes soit à telle ou telle puissances régionale en rivalité (Turquie, Iran, Israël...), soit aux puissances impérialistes (États-Unis, Russie...). La classe ouvrière, en luttant pour la révolution socialiste, est la seule capable de lutter sincèrement pour les droits des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes...) et des minorités religieuses de toute la région.

Front unique ouvrier pour le retrait de l'armée turque de la Syrie !

11 octobre 2019

CoReP (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)
Internaciema Kolektivista Cirklo (État espagnol)

Offensive turque en Syrie





CoReP, IKC/ESPAGNE

CHILI : DEHORS PIÑERA ! GRÈVE GÉNÉRALE JUSQU'À SATISFACTION ! GOUVERNEMENT OUVRIER !

30 OCTOBRE

Alors que les travailleurs et la jeunesse manifestent en masse en Haïti, au Liban, en Irak, en Équateur contre la cherté de la vie, c'est au tour du Chili.

Le 7 octobre dernier, le gouvernement du capitaliste et chef du parti Renovación Nacional (RN) Sebastián Piñera, président élu en décembre 2017, décide l'augmentation de 800 pesos à 830 pesos (+3,75 %) du ticket de transport public (métro, bus, trains) dans la capitale Santiago. Dans ce pays qui a connu une contre-révolution sanglante et une longue dictature militaire (1973-1990), cette hausse met le feu aux poudres car les prix des produits quotidiens sont équivalents à ceux d'Europe. Mais pas les revenus des prolétaires : le salaire minimum est de 270 000 pesos (400 euros), le salaire médian de 500 000 pesos (750 euros).

En outre, un des héritages du régime du général Pinochet, laissé intouché par les gouvernements de collaboration de classe (du Parti socialiste PSC de 2006 à 2010, du PSC et du Parti communiste du Chili PCC de 2014 à 2018), est l'absence de services publics qui compenserait en partie la faiblesse des salaires directs. Tout est privatisé : éducation, santé, retraites... même les prisons. Si le chômage est relativement réduit, les inégalités sociales sont criantes et 11 millions de Chiliens sur 18 sont endettés pour survivre.

La proclamation de l'état d'urgence avec l'armée en première ligne

Dans les jours qui suivent l'augmentation des tarifs, les lycéens et étudiants de Santiago du Chili lancent une lutte spontanée de trajets sans ticket, d'occupation des stations de métro instaurant la gratuité pour exiger l'annulation de la mesure. Le gouvernement répond par l'envoi de la police et de l'armée, l'évacuation des stations et la répression violente. Le 17 octobre, le syndicat des travailleurs du métro, lié à la confédération unitaire des tra-

vailleurs (CUT), dénonce la présence policière et demande un tarif social. Le 18 octobre, un appel à manifester est lancé sur les réseaux sociaux et des milliers de personnes manifestent à Santiago devant les stations de métro. Le lumpen en profite pour piller les supermarchés et une minorité anarchiste incendie des bus publics et des stations de métros.

Le 19 octobre, le président Piñera décide d'annuler l'augmentation mais, grâce à une loi datant de la dictature, il instaure l'état d'urgence dans les 3 grandes villes du pays (Concepción, Valparaíso, Santiago). Plus de 10 000 soldats patrouillent en ville, contrôlent et assurent le couvre-feu le soir dans la capitale et sa banlieue. Les masses descendent dans les rues au cri de « *Dehors Piñera, dehors les militaires !* », des dizaines de milliers de manifestants frappent sur des casseroles dans tout le pays. Les plus déterminés s'en prennent aux bâtiments publics, tandis que d'autres pillent les hypermarchés. L'armée arrête par centaines (on signale des disparitions, des viols et des tortures comme du temps de Pinochet), tire en blessant des dizaines de personnes et en tuant plusieurs.

Le 20 octobre, Piñera justifie le maintien du dispositif militaire : « *Nous sommes en guerre contre un ennemi puissant* ». Mais rien n'arrête les masses qui refusent le retour de la dictature. Le lendemain, Piñera convoque les partis d'opposition et reçoit le soutien de tous les partis bourgeois (RN, UDI, PDC, PRSD, PPD). Les partis ouvriers bourgeois (PSC, PCC) et la coalition petite-bourgeoise Frente amplio (FA) refusent de s'y rendre tant que l'état d'urgence est maintenu, sans pour autant reprendre l'exigence populaire de chasser le président.

Le 21 octobre, à l'appel du syndicat des dockers de Valparaíso, une grève de soutien au mouvement est suivie

par 95 % des travailleurs du secteur. Le même jour la plus grande mine de cuivre du monde, détenue par le groupe anglo-australien BHP, s'est arrêtée à l'appel du syndicat. Les 3 000 mineurs avaient déjà fait 6 semaines de grève fin 2017 pour des augmentations de salaires.

Le 22 octobre, le président feint le recul en demandant « pardon » tout en maintenant l'état d'urgence. Il tente aussi d'amadouer les millions de travailleurs du pays en annonçant l'augmentation de 20 % de la pension minimale de retraite, du salaire minimum, le gel de l'augmentation de 9 % du tarif de l'électricité, la baisse du prix des médicaments, la baisse des « indemnités » des parlementaires (32 fois supérieures au salaire minimum), l'augmentation des impôts sur les plus riches. La mobilisation spontanée contre la hausse des tarifs et la menace de la jonction entre étudiants, ouvriers et habitants des quartiers populaires arrache des concessions.

La soupape des journées d'action et la diversion de l'assemblée constituante

Le même jour, la Mesa de Unidad Social, coalition de syndicats et d'associations constituée par la bureaucratie PCC de la CUT, appelle à une grève avec l'appui du PCC et du FA. Mais elle se borne à 48 heures et ouvre la perspective d'une assemblée constituante.

Nous proposons d'avancer vers une assemblée constituante nationale afin qu'elle élabore de manière participative un nouveau cadre structurel de la société chilienne, ouvrant ainsi la voie à un nouveau modèle de développement national, qui mette fin au modèle néolibéral injuste et abusif actuel. Enfin, nous rejetons les graves déclarations du président Piñera selon lesquelles « il est en guerre » contre le peuple chilien. Celui qui entraîne une grave confrontation dans le pays ne mérite pas d'être président du Chili, nous demandons donc sa démission. (CUT, 22 octobre)

Une assemblée constituante est une diversion, une pure solution bourgeoise dans un pays qui reconnaît les partis politiques et accorde déjà des élections au suffrage universel. Les héritiers du stalinisme qui avaient désarmé les masses et applaudi à la nomination du général Pinochet dans le gouvernement front populaire d'Allende en 1973 protègent l'État bourgeois et le capitalisme chilien. Pour cela, ils tentent de limiter la grève et de canaliser le prolétariat et la jeunesse vers le remaniement des institutions, laissant intactes l'état-major et la police. Leurs adjoints centristes (PTR-FTCI, MA-LIS, MST-UIT...) défendent aussi cette issue pour la bourgeoisie qu'ils peignent en rouge avec leur « assemblée constituante libre et souveraine ».

La grève est massivement suivie. Plus d'un million de personnes défilent le 23 octobre. La direction syndicale réussit à empêcher l'auto-organisation de la classe ouvrière et du mouvement étudiant. Aucun service d'ordre n'est créé. De manière complémentaire aux manœuvres de la MUS, les partis réformistes appellent au « dialogue social » entre le président, qui serait donc maintenu au pouvoir, et la bureaucratie syndicale via la MUS.

L'unique espace de dialogue légitime et démocratique est celui qui considère, sur un pied d'égalité, la Coalition de l'unité sociale. Le gouvernement doit mettre fin à l'exclusion qu'il cherche à imposer. (PCC, 23 octobre)

Le vrai dialogue doit avoir lieu (...) nous comptons sur des médiations pour envoyer nos propositions au gouvernement (PSC, 24 octobre)

Tout en appelant au dialogue social avec le gouvernement assassin, les parlementaires du PCC et du FA ont lancé une « accusation constitutionnelle » le 23 octobre. Il s'agit d'une procédure de destitution, qui doit être votée par une majorité parlementaire (qui ne peut être réunie). Ainsi, les crétins parlementaires tentent de bercer les masses d'illusions en s'en remettant à l'assemblée nationale qui soutient Piñera depuis son élection en 2017.

Mais ces appels honteux à une issue pour maintenir le gouvernement actuel au pouvoir, les masses ne les ont pas écoutés. Le 25 octobre, plus d'un million de manifestants à Santiago et des centaines de milliers d'autres dans le pays exigent la fin de l'état d'urgence et de la répression.

Le 26 octobre, face à la crise politique et sociale aigüe, le président décide un remaniement d'un tiers des ministres notamment celui de l'intérieur à qui il fait porter le chapeau de la répression. Il suspend le couvre-feu à Santiago mais maintient l'état d'urgence et la mobilisation de 20 000 soldats.

Le 27 octobre, Piñera signe les décrets de levée de l'état d'urgence. Son bilan, selon l'Institut national des droits humains (INDH), est de 20 morts, 3 712 arrestations, 1 100 blessés dont 600 par armes à feu et 120 lésions oculaires. L'INDH soutient actuellement 120 plaintes contre la police et l'armée dont 94 pour tortures, 5 pour homicides et 14 pour des violences sexuelles.

Autodéfense, mise sur pied de comités et de cordons, gouvernement des travailleurs !

Malgré la violence policière et militaire, les chefs des partis « réformistes » et des syndicats refusent toute organisation de service d'ordre et de milices populaires pour se défendre. La plupart vont même jusqu'à rejeter toute violence, laissant entendre que les manifestants sont au-



tant coupables que les « forces de l'ordre ». À ce jour, le président milliardaire est toujours en place, avec sa majorité parlementaire, sa police et son armée. Sa meilleure protection reste la collaboration de classe des dirigeants actuels du mouvement ouvrier.

Le 28 octobre, la Mesa Unidad Social appelle à une nouvelle journée d'action de 24 heures pour le 30 octobre. L'appel se garde bien d'exiger le départ de Piñera, encore moins la dissolution de la police et de l'armée de métier.

Discuter d'un nouveau Pacte social, c'est édifier une nouvelle Constitution entre tous, en tenant compte de la participation la plus large possible. Et le seul mécanisme qui nous permet d'ouvrir les portes à chacun de nous pour nous sentir convoqués et mis au défi à travers une Assemblée constituante. (MUS, 28 octobre)

Le 29 octobre, le PCC demande au pouvoir de convoquer un referendum en décembre pour « une nouvelle constitution ». Le 30 octobre, le PS et le parti petit-bourgeois RD (membre du FA) acceptent de rencontrer le nouveau ministre de l'intérieur.

Contre la politique de trahison, les travailleurs et la jeunesse ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire. Il ne peut être construit qu'à partir d'un programme de rupture avec la classe capitaliste et son État, de revendications transitoires vers la prise du pouvoir :

- nationalisation et gratuité de l'éducation, des soins, des transports,
- augmentation des salaires et des retraites, indexation sur les prix,
- révocabilité des élus et rémunération au niveau des travailleurs qualifiés,
- dissolution des corps de répression...

Ces revendications sont incompatibles avec le gouvernement capitaliste de Piñera. Au contraire de ce que disent le PSC, le PCC, le FA, la CUT et la Mesa Unidad Social et leurs complices centristes, elles ne peuvent être gagnées avec des journées d'action de 24 ou 48 heures. Il faut la grève générale jusqu'à satisfaction.

En Bolivie (2006-2009) ou en Tunisie (2011-2014), l'Assemblée constituante a été utilisée par la bourgeoisie « démocratique » et ses agents dans la classe ouvrière pour dévoyer le mouvement révolutionnaire des masses et préserver l'État bourgeois. Pour arracher durablement les revendications ouvrières, étudiantes et populaires, il faut prendre le pouvoir, instaurer un gouvernement ouvrier qui expropriera le grand capital étranger et national (dont la famille Piñera).

Pour y parvenir, il faut que les masses s'organisent par des assemblées dans les casernes, les campagnes, les quartiers, les lieux d'études, les administrations et les entreprises. Les travailleurs et la jeunesse doivent renouer avec les comités et les cordons de 1972-1973 qui avaient posé les bases d'un pouvoir ouvrier. En constituant des organes soviétiques, en les coordonnant, les masses ouvriront la possibilité d'un gouvernement ouvrier. Un gouvernement s'attaquant résolument au capitalisme,

démantelant l'État bourgeois, avançant vers la fédération socialiste d'Amérique latine, voilà la perspective qui manque à la classe ouvrière. Pour cela, il faut combattre les agents de la bourgeoisie, il faut édifier un parti du type du Parti bolchevik qui a mené la révolution russe à la victoire.

30 octobre 2019

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)
Internaciema Kolektivista Cirklo (État espagnol)

CAHIERS RÉVOLUTION COMMUNISTE

- n° 24 Luxemburg : la grève générale en Belgique, compilation 1902-1913
- n° 23 Lukács : Lénine, 1924
- n° 22 CoReP : pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005-2019
- n° 21 Trotsky : la grève générale en France, compilation 1936
- n° 20 Trotsky : contre le Front populaire, compilation 1935
- n° 19 Trotsky : face à la menace fasciste en France, compilation 1934
- n° 18 CoReP : plateforme, 2017
- n° 17 GMI : programme, 2017
- n° 16 La mobilisation de 2016 contre la loi travail
- n° 15 Lénine : l'État et la révolution, 1917
- n° 14 Casanova : l'Espagne livrée, 1939
- n° 13 Ligue des communistes : manifeste, 1847
- n° 12 4^e Internationale : manifeste, 1940
- n° 11 1995, en défense des retraites
- n° 10 Marx : salaire, prix et profit, 1865
- n° 9 Bolchevisme contre lambertisme, 2016
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre, 1915
- n° 6 Marx : la crise, compilation 1847-1875
- n° 5 4^e Internationale : programme, 1938
- n° 4 VdT et la guerre mondiale, 2015
- n° 3 Chili 1970-1973, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple, compilation 1911-1934
- n° 1 GMI : plateforme, 2013



4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP (p. 22)
2 euros auprès des militants du GMI



IKC/ESPAGNE

POUR UNE SOLUTION RADICALE À LA QUESTION DU LOGEMENT AOÛT 2019

Ce que l'on entend aujourd'hui par pénurie de logements, c'est surtout l'aggravation des conditions de logement des travailleurs en raison de l'afflux prolongé de la population vers les grandes villes ; c'est la formidable hausse des loyers, une plus grande concentration de personnes dans un même logement et, pour certains, l'impossibilité totale de trouver un hébergement. Et cette pénurie de logements est si importante qu'elle affecte non seulement la classe ouvrière, mais aussi la petite bourgeoisie.

Comment donc résoudre la question du logement ? Dans notre société actuelle, comme toute autre question sociale : en établissant graduellement un équilibre économique entra l'offre et la demande ; cette solution, qui n'empêche pas le problème de se reproduire sans cesse, n'en est donc pas une. [...] Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles à usage d'habitation pour remédier sans délai par leur emploi rationnel à toute véritable « crise du logement ». Ceci ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou immodérément entassés dans leurs logis ; et dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure exigée par le bien public sera aussi facile à réaliser que le sont aujourd'hui les expropriations et réquisitions de logements par l'État. (F. Engels, La Question du logement, 1872, in Marx & Engels, Oeuvres choisies en 3 volumes, Progrès, t. 2, p. 334)

L'urbanisation du monde après la Seconde Guerre mondiale

En 2007, pour la première fois dans l'histoire, la population urbaine mondiale a dépassé la population rurale. L'accélération de la croissance démographique mondiale

après la Seconde Guerre mondiale s'est accompagnée d'une forte diminution du pourcentage de la population rurale au profit de la population urbaine. Ainsi, selon les données de l'ONU, la population mondiale, entre 1960 et 2017, a augmenté de 4,57 milliards (de 2,98 à 7,55 milliards). Mais au cours de la même période, la population urbaine est passée de 1,00 Mrd - 33,6 % de la population mondiale en 1960 - à 4,17 Mrd, 55,3 % du total en 2017.

En résumé, au cours des 57 dernières années, la population urbaine a quadruplé, passant ainsi à 3,17 milliards de personnes. En outre, cet important phénomène d'urbanisation s'est concentré dans quelques villes de chaque pays, ce qui ajoute à leur croissance naturelle un flux migratoire ininterrompu (national et international) de la population des campagnes et des petites villes, en quête de travail et de meilleurs services.

En 2017, un quart de la population mondiale vivait concentrée dans seulement 600 villes, autour desquelles est produit 55 % du PIB mondial.

Les mégapoles et leurs zones métropolitaines comme Guangzhou (Canton), Tokyo, Shanghai, Jakarta et Delhi comptent chacune environ 40 millions d'habitants. Et entre 20 et 30 millions on trouve : sur le continent américain, New-York, Sao-Paulo, Mexico et Los Angeles ; en Europe, Moscou, Londres, Paris, Istanbul et, en Afrique, Lagos et Le Caire.

L'urbanisation et la concentration démographique de plus en plus rapides sont des phénomènes connus de longue date, fruits de l'extension des relations de production capitalistes et de ses tendances à concentrer la production et donc la population. En 1900, la plus grande ville du monde et la seule de plus de 5 millions



Soweto, Afrique du Sud, township de 1,2 million d'habitants après 25 ans de gouvernement ANC-SACP-COSATU

d'habitants était Londres, le centre névralgique du développement capitaliste. Aujourd'hui, au XXI^e siècle, le capitalisme contrôle la quasi-totalité de la production mondiale, rend pratiquement impossible le maintien des économies de subsistance des vieilles populations paysannes et a absorbé les économies planifiées de l'URSS, de la Chine et de presque tous les pays où la propriété privée des moyens de production avait été abolie.

Il en résulte une urbanisation presque totale de continents entiers comme l'Amérique et d'une bonne partie de l'Europe et un développement colossal des grandes villes des pays capitalistes les plus dynamiques, notamment la Chine, mais aussi de quelques villes des régions les plus développées des autres pays.

La dimension actuelle du problème du logement

Comme l'explique Engels dans la citation précédente, la bourgeoisie envisage la question du logement des milliards de personnes qu'elle domine de la même manière que les autres problèmes sociaux : comme une affaire de plus dont le marché assurera progressivement le nivellement économique lorsque l'offre et la demande s'équilibreront. Cela signifie que la bourgeoisie ne se préoccupe pas du tout du problème, sauf quand la lutte des classes l'y contraint.

Des logements vacants corrects existent partout, mais la logique inhérente au marché fera qu'il offrira toujours les pires logements dans les pires quartiers avec les pires services aux travailleurs les plus précaires et aux nouveaux venus en quête d'emploi. Des logements hors de prix lorsque la demande est très forte et que la ville empêche de fait la formation de nouvelles zones d'habitat informel ou l'extension de celles qui existent déjà. Dans ces cas, aujourd'hui très répandus dans les grands pays capitalistes, le marché « résout » le problème en contraignant les individus à s'entasser jusqu'à l'inhumain dans ces soi-disant logements.

Le logement, comme la nourriture et l'eau, est l'un des besoins les plus fondamentaux qui existent. Si le marché formel ne le couvre pas, même dans de mauvaises conditions, la population précaire le résout du mieux qu'elle peut. C'est pourquoi, dans de nombreuses grandes villes,

d'immenses « quartiers » de bidonvilles sont apparus et se sont développés avec à peine, ou même pas, de services minimum comme, l'assainissement, l'eau courante, l'éclairage, etc. Appeler ces campements « quartiers » est un héritage du passé, car ils peuvent devenir de véritables grandes villes, qui dépassent souvent les 2 millions d'habitants (Mexique, Rio de Janeiro, Nairobi, Le Caire, Mumbai, Jakarta, etc.).

Les logements insalubres dans les villes du monde

L'ONU estime qu'en 1950, la population totale vivant dans les bidonvilles était d'environ 35 millions de personnes. Aujourd'hui, dans son *Rapport sur les villes du monde* de 2016, l'ONU-Habitat estime que 881,1 millions de personnes vivaient dans des taudis en 2014, soit 11,7 % de la population mondiale totale de cette année-là.

Mais, aussi limités qu'ils soient, ces résultats sont très significatifs. En Afrique subsaharienne, 55,9 % des citadins vivent dans des bidonvilles. En Asie, ce pourcentage varie de 24 % à 31 % et en Amérique latine, il atteint 21,1 %. La relative amélioration de ces pourcentages au cours des 25 dernières années ne peut masquer l'énorme ampleur du problème.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas de bidonvilles aux États-Unis, au Canada, en Europe ou au Japon ? Il n'y a aucune statistique, du moins globale. Dans tous les pays impérialistes, il y a des villes avec des zones urbaines informelles, plus ou moins importantes selon la pression de l'immigration ou de la population expulsée de ses foyers en raison de son insolvabilité économique. Dans ces pays, il y a une grande répression policière des installations illégales, qui pousse la population précaire à la surpopulation et à l'habitat insalubre légal, à l'occupation illégale d'appartements vides, à la vie sous tente ou en caravane regroupés en camps, voire à adopter comme domicile les vieilles voitures, les tunnels du métro ou simplement la rue, lorsque le temps le permet.

Aux États-Unis, les bidonvilles légaux portent le nom de « trailer parks » (parc à caravanes) et sont un objet commercial comme les autres. Selon le dernier recensement américain sur le logement, plus de 20 millions de personnes vivent dans quelque 100 000 parcs de « mobil-home » appartenant à de grandes entreprises. Par ailleurs, dans ce même pays, le recensement de 2018 fait état de 552 830 sans-abri, dont 79 000 errent à New York et 50 000 à Los Angeles.

Certes, dans les pays capitalistes où il y a, ou du moins il y a eu, un mouvement ouvrier suffisamment organisé pour arracher quelques améliorations à sa bourgeoisie (et ne pas les perdre), le problème du logement est souvent amorti par des parcs de logements sociaux dont les loyers sont bien inférieurs à ceux du marché et accessibles aux familles de travailleurs.

La plupart des villes américaines ont déjà démoli ou privatisé leur parc de logements sociaux, mais la New York City Housing Authority abrite encore dans

181 581 appartements plus de 400 000 personnes à faible revenu, soit 5,2 % des habitants recensés. Le deuxième gestionnaire de logements sociaux en importance en Amérique est situé à Toronto (Canada) et gère 58 000 logements sociaux avec 164 000 locataires. Et dans les pays de l'UE, selon Eurostat, 10,7 % de la population vit dans ce type de logement « à loyer modéré ». En réalité, ce chiffre varie considérablement d'un pays à l'autre et va des maximums de 15 à 19 % de la population en Slovénie, au Royaume-Uni, en France, en Irlande ou en Autriche aux minimums proches de 0 en Slovaquie ou en Roumanie. En Allemagne et en Espagne, environ 8,5 % de la population vit dans des logements sociaux.

Le Japon, pour sa part, dispose d'un stock important de 2,17 millions de logements sociaux que les autorités laissent vieillir et disparaître progressivement. Ceci malgré le fait qu'il existe une forte demande sociale, qui pour le Grand Tokyo atteint 20 candidats par logement disponible.

Surpeuplement dans l'UE

L'agence de l'UE, Eurostat, publie une statistique du logement qui inclut le calcul d'un taux de surpeuplement. Ce taux mesure la part de la population totale qui vit dans des logements surpeuplés, en fonction du nombre de pièces disponibles dans le logement, de la taille du logement et de l'âge et de la situation familiale de ses occupants. Les statistiques comportent en plus des données des pays de l'UE, celles de certains autres pays européens, tels que ceux de l'ex-Yougoslavie et de la Turquie.

En 2017, une personne sur six dans l'UE, soit 15,7 % de la population, vivait dans des logements surpeuplés. Parmi les pays étudiés, les taux les plus élevés de surpeuplement (environ 50 % de la population) se situent en Serbie, Roumanie, Macédoine du Nord et Turquie, suivis de près par la plupart des pays de l'ex-URSS, ainsi que la Grèce et l'Italie.

Ces données, quoique très sérieuses, ne donnent pas la mesure réelle du problème du logement en Europe, dramatique et croissant dans les grandes villes et leurs zones métropolitaines, car cela n'apparaît guère dans une moyenne statistique nationale.

Un exemple est donné par l'Espagne. En 2018, un important taux de logements surpeuplé a été relevé dans 6,7 % des ménages en Espagne, mais en Catalogne et à Madrid, ce chiffre double (respectivement 12,6 % et 11,6 %) et touche 1 million de personnes dans chacune des zones métropolitaines des villes de Barcelone et Madrid. Un autre exemple se trouve au Royaume-Uni. Londres, en 2015-2016, comptait 7,5 % de ménages vivant dans un logement surpeuplé et le taux moyen du pays a plus que doublé (3,4 %).

Eurostat utilise un autre indicateur de la qualité du logement, le taux d'insalubrité grave du logement, qui est défini comme le pourcentage de la population vivant dans des logements considérés comme surpeuplés, mais qui présentent également au moins un des éléments d'insalubrité suivants dans le logement : fuites au plafond, absence de salle de bains/douche, absence de toilettes intérieures, logement considéré trop sombre. D'après ce rapport, dans l'ensemble

des 28 pays de l'UE, 4,0 % de la population subirait un logement insalubre en 2017. Les taux les plus élevés ont été observés en Turquie (25,1 %), en Roumanie (16,5 %), en Lettonie (15,2 %) et en Hongrie (16,2 %).

Toutes ces données imposent une conclusion : dans aucun pays au monde, même dans les pays les plus riches, ni à long terme, la loi du marché capitaliste n'est capable de couvrir les besoins en logement de toute la population dans des conditions décentes.

La question est de savoir si cela est dû à des capacités de production limitées ou à l'insuffisante « richesse » des nations à un moment donné ? Faut-il être patient et croire qu'un développement économique progressif permettra d'améliorer la situation ? La réponse, comme nous le verrons plus loin, est non : les capacités productives sont suffisantes pour résoudre le problème immédiatement. Mais ce qui se passe dans le secteur de la construction, comme dans tout autre, c'est que le système économique capitaliste oriente les ressources productives disponibles exclusivement là où il pense qu'il y aura du profit privé. Pour cette raison, la production de logements est anarchique, étrangère aux besoins de la population dans son ensemble et concentrée sur la demande et les caprices de la population à pouvoir d'achat.

En outre, le cycle économique du capital prend fin lorsque le produit (le logement) est vendu et que la plus-value est réalisée, de sorte qu'il peut rester indéfiniment sans utilisation, destiné à constituer une valeur de réserve si son propriétaire privé en décide ainsi. De plus, lorsque les années de crise récurrente arrivent, le grand paradoxe capitaliste se produit : un phénomène de surproduction apparaît (des milliers de nouveaux appartements impossibles à vendre sur le marché) alors que la pénurie de logements de la population active s'aggrave. L'Espagne en est une fois de plus un bon exemple. Dans ce pays, il y a encore 500 000 logements neufs datant de l'ère de la bulle immobilière d'il y a dix ans à vendre. Dans le même temps, en 2018, les expulsions pour non-paiement de loyers ou de crédits ont touché 56 000 familles et on estime que 500 000 ont été expulsées de leur logement au cours des huit dernières années.

Logements inoccupés et bâtiments parasites

Partout dans le monde, les bidonvilles, la surpopulation et l'habitat insalubre auxquels le capitalisme condamne les populations les plus démunies se combinent au gaspillage que représentent des millions de logements vides et à l'existence de somptueux bâtiments à usage parasite.

En plus des logements de luxe habitées par les élites sociales, face aux bidonvilles de Johannesburg, Rio de Janeiro, Lagos, Manille, Delhi ou tout autre bidonville de la planète, d'imposants gratte-ciel dédiés exclusivement à des fins commerciales, tels que des bureaux de grandes entreprises ou des hôtels hyper luxueux, sont



Sao Paulo, Brésil, une favela jouxte une résidence de luxe

construits. Le nombre d'étages de ces gratte-ciel peut dépasser de loin la centaine et leurs surfaces habitable et non-habitable se mesurent en millions de m². Pour ces quartiers d'affaires, qui sont généralement vides tous les soirs, il n'y a pas de problèmes d'assainissement ou d'approvisionnement en eau courante et en électricité pour maintenir une température intérieure confortable. Sans compter que leurs excellents calculs architecturaux les protègent contre tout risque naturel (typhons, glissements de terrain, tremblements de terre...) du genre de ceux qui, dans les bidonvilles, causent parfois des milliers de morts.

Par ailleurs, en plus de ces types de bâtiments, il y a toujours, dans toutes les villes, une proportion significative de logements utilisables mais vides. En 2014, le journal *Guardian* a compilé des statistiques nationales européennes, trouvant un total de 11 millions de logements vacants pour l'ensemble de l'UE : 3,4 millions en Espagne, 2 millions en Italie et en France, 1,8 million en Allemagne et 0,7 million au Royaume-Uni. En Chine, au milieu de la plus grande bulle immobilière jamais vue, on estime qu'il y a 50 millions de maisons vides qui représentent 22 % du parc de logements urbains.

Le logement comme cible du capital fictif du XXI^e siècle

Comme l'a résumé Engels dans sa critique des propositions de Proudhon, le prix de location (et de vente) d'un logement est régi par les lois économiques qui régissent la vente des biens en général et, en particulier, la vente de cette marchandise qu'on appelle « propriété foncière ». Il faut d'abord prendre en compte les coûts de construction et d'entretien de la maison ou de la partie considérée ; ensuite, la valeur du terrain, conditionnée par l'emplacement plus ou moins favorable de la maison ; enfin, et c'est ce qui est déterminant, le rapport entre l'offre et la demande à un moment donné.

En termes de théorie de la valeur, dans un marché libre et concurrentiel, les prix moyens tendent à être égaux à la valeur du nombre moyen d'heures socialement nécessaires pour produire un logement plus la part correspondant au revenu foncier. Mais cette tendance est à tout moment

faussée de manière décisive par le rapport entre l'offre et la demande.

Les bulles immobilières dans un contexte de hausse générale des prix réels

Au cours des dernières décennies, la construction a considérablement accentué l'intégration de la technologie, ce qui a entraîné une augmentation de la productivité et une baisse des coûts. Aujourd'hui, il est possible de construire de grands bâtiments en un temps record avec des matériaux préfabriqués de haute technologie.

De son côté, le poids proportionnel de la rente foncière sur les coûts de chaque logement tend à diminuer, dans la mesure où les moyens de transport modernes permettent une grande extension horizontale des villes qui s'accompagne d'une croissance verticale des nouvelles constructions.

Toutefois, les études internationales montrent une tendance générale et constante depuis les années 1970 à la hausse des prix des logements dans le monde entier. Les prix de l'immobilier, en particulier dans les grandes villes, augmentent bien au-dessus de leurs coûts de production et génèrent des taux de profit élevés à mesure que se développent, l'une après l'autre, des bulles immobilières toujours plus importantes qui éclatent de façon similaire et parallèle aux krachs boursiers.

Les bulles financières sont caractérisées par une spirale de production croissante alimentée par une demande qui semble n'avoir aucune limite et qui communique sa tension inflationniste à tous les bâtiments existants, d'abord sur le marché de l'achat et de la vente et rapidement à la location. Cette demande ne provient pas de l'épargne des classes populaires dont les limites sont évidentes. Son carburant provient de la masse de capitaux qui recherche une rentabilité face à la baisse du taux de profit dans la production en général. La perspective de la revente d'un bien immobilier avec de gros profits amorce le processus de spéculation et se nourrit du crédit facile et bon marché des institutions financières, créant à son tour une bulle d'endettement. Lorsque finalement la tension du marché atteint sa limite et que l'immobilier commence à ne plus pouvoir être vendu, les crédits cessent d'être amortissables et le système financier lui-même est mis en péril avec la dévaluation de l'immobilier et le défaut de paiement de la dette immobilière.

Ce fut le cas de la bulle immobilière des années 1980 au Japon, à l'époque la plus importante de l'histoire, probablement dépassée aujourd'hui par celle de la Chine. Pour avoir une idée de sa taille, on peut rappeler qu'en 1989 la valeur atteinte par les immeubles de l'aire métropolitaine de Tokyo était équivalente à celle de l'ensemble des immeubles aux États-Unis. La bulle du Japon a éclaté au début de la grande crise des années 1990 et a perturbé l'ensemble de son système financier, qui a dû être soutenu par l'État. Après cette crise, le Japon a perdu sa position de deuxième puissance mondiale et a vu son énorme supériorité sur l'Allemagne réduite.

La bulle immobilière américaine qui a précédé la grande crise internationale de 2008 a étendu ses effets à l'ensemble du système financier mondial, tout en affectant gravement sa propre population. Au cours de son développement, dans une spirale bien connue, le capital spéculatif d'investissement direct a atteint des niveaux jamais vus, avec la création de produits financiers dérivés qui ont été vendus dans toutes les bourses du monde et qui à leur tour ont fait partie d'autres produits financiers... qui ont représenté des masses énormes de capitaux fictifs en masses énormes de dette, des mouvements spéculatifs rapides partout dans le monde. Quand, en fin de compte, la base réelle du processus s'est effondrée à son maillon le plus faible, les prêts immobiliers à risque trop facilement accordés à des familles américaines, l'écroulement du château de cartes a entraîné la majorité des grandes banques du monde dans une faillite de fait. Seule une énorme injection de fonds publics de la part des États les plus puissants a permis d'éviter la disparition de la plupart des sociétés de crédit, considérées comme « trop systémiques » pour être abandonnées.

Dans le cycle économique précédent, la bulle américaine s'était accompagnée d'autres effets dramatiques comme ceux qui se sont développés en Grèce, en Espagne, en Irlande et en Lettonie ou dans les grandes villes du Royaume-Uni, de Russie ou du Brésil. Mais le phénomène de la hausse des prix réels des logements a été mondial et de caractère historique en raison de son ampleur.

Le prix réel du logement a grimpé en flèche. Au cours du récent boom, le prix des maisons a augmenté en moyenne de 120 %. L'augmentation moyenne des prix réels au cours des expansions précédentes avait été d'environ 45 % » (N. Girouard, M. Kennedy, P. Van Den Noord et C. André, *Le Rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements*, OCDE, janvier 2006)

Les prix des maisons dépassent déjà les sommets historiques du cycle précédent

L'OCDE, qui utilise comme indice 100 les prix moyens de chaque pays en 2015, a calculé que dans tous ses pays membres, les prix réels du logement ont connu une hausse continue, passant de l'indice 82,2 en 2000 à 106,5 en 2007, année à partir de laquelle ils ont chuté suite à la dépression économique internationale. Dans le cycle présent, les prix sont partis de 90,4 en 2011 pour atteindre l'indice 110,9 en 2018. En bref, cela signifie qu'aujourd'hui, les prix réels des maisons sont déjà plus élevés que ceux du point culminant du cycle précédent. En général, tous les pays se situent au-dessus de ce niveau. Parmi les exceptions les plus notoires figurent les États-Unis, l'Espagne et l'Irlande, qui n'ont pas encore atteint les prix exorbitants de 2007, mais cela ne signifie pas qu'ils échappent au nouveau processus inflationniste (voir graphiques ci-dessous).

En fait, les États-Unis et l'Espagne sont après la Chine, l'Allemagne et le Canada parmi les cinq pays où les prix ont le plus augmenté au cours des trois dernières années.

« Pour connaître les prix de l'immobilier à Londres, consultez les cotations de la Bourse de Tokyo »

Le titre de cette section est tiré d'un résumé explicatif d'un *Rapport sur la stabilité financière dans le monde* du FMI. Celui-ci est très préoccupé par l'évolution des prix des logements dans le monde. Pas en raison de son niveau très élevé, mais pour éviter qu'il ne tombe trop bas et ne mette à nouveau le système financier mondial en danger.

*Notre étude portant sur 44 villes de 40 économies de marché avancées et émergentes indique que l'intégration croissante des marchés financiers est un facteur très important. [...] Le comportement des prix de l'immobilier commence à ressembler de plus en plus aux prix des actifs financiers, tels que les actions et les obligations, qui sont influencés par les investisseurs d'autres parties du monde. Dans les pays qui sont plus ouverts aux flux internationaux de capitaux, les prix des maisons et des actions ont tendance à évoluer plus en phase avec les marchés mondiaux. Il est à noter que le synchronisme des prix de l'immobilier s'est globalement amplifié dans 40 pays et 44 grandes villes de pays avancés ou émergents. L'exposition des pays et des villes aux conditions financières mondiales pourrait expliquer ce phénomène. En outre, les villes de pays avancés seraient particulièrement exposées aux conditions financières mondiales, peut-être en raison de leur intégration dans les marchés financiers mondiaux ou de leur attractivité aux yeux des investisseurs à la recherche de rendements élevés ou d'actifs sûrs. (FMI, *Rapport sur la stabilité financière*, 2 avril 2018)*

L'étude du FMI identifie comme principale cause du phénomène « les investisseurs institutionnels, les sociétés de capital-investissement et les fonds d'investissement immobilier [qui] recherchent de plus en plus activement des rendements supérieurs dans les grandes villes ».

En Espagne, certains de ces vautours capitalistes sont bien connus, qui ont acheté des milliers d'appartements publics privatisés par la mairie de Madrid, des dizaines de milliers de crédits immobiliers difficiles à payer et des centaines de milliers d'appartements appartenant à des banques en faillite et à des propriétaires insolvables. Un de ces fonds qui n'est même pas le plus grand, Blackstone, possède à lui tout seul en Espagne plus de 50 000 logements dédiés à la location et acheté au cours des 5 dernières années. Au cours de ces mêmes années, les loyers, selon les calculs de la Banque d'Espagne, ont augmenté de 50 %. Les expulsions pour non-paiement des loyers sont également en augmentation constante. Et face aux expulsions les suicides par désespoir se poursuivent comme dans les pires années de la crise.

Il n'existe pas de statistiques sur le poids de ces investissements à l'échelle mondiale, mais le dernier rapport du cabinet américain CBRE Consulting, qui se veut le plus important de ces fonds internationaux, nous donne une bonne indication de leur développement actuel dans la zone européenne.

La France, les Pays-Bas, la Pologne, l'Espagne et le Portugal ont enregistré des niveaux d'investissement record en 2018, ces deux derniers pays étant les seuls à avoir connu une croissance supérieure à 50 % (respectivement 56,9 % et 51,4 % par rapport à 2017) ... Par ailleurs, en Allemagne, 2018 a été la deuxième année où l'investissement immobilier a été le plus élevé, avec 77 000 millions d'euros, soit 5,9 % de plus qu'en 2017. Alors que l'investissement total au Royaume-Uni a diminué de 6,5 % en 2018, en raison d'une plus grande prudence de la part des investisseurs face à une situation géopolitique incertaine, l'activité au centre de Londres a augmenté de 10 % par rapport à 2017. (CBRE, 2018, Record Year of Investment in the European Real Estate Sector, 1 février 2019)

En résumé, ce qui ressort des études du FMI et de l'OCDE, c'est que les hausses de prix historiques du cycle précédent comme du cycle actuel viennent d'une grande concentration du pouvoir de ces capitaux spéculatifs sur les marchés, de la conversion du logement en une simple niche d'investissement, à rentabiliser au maximum et le plus rapidement possible.

Il est évident que ce cycle prendra fin et qu'une baisse des prix accompagnera la récession économique qui s'annonce. Mais ce qui ne changera plus, c'est la prépondérance du gros capital sur le marché immobilier, comme c'est le cas sur presque tous les marchés. Et si rien ne l'empêche, le cycle se répétera, avec des prix toujours plus élevés et, par conséquent, davantage de personnes expulsées et privées de logement décent et abordable.

La recherche d'une solution réelle exige de rompre avec la bourgeoisie

Les organisations bourgeoises chargées de maintenir un certain ordre dans le chaos de l'économie capitaliste au niveau national, comme les gouvernements et les banques centrales, ou au niveau international, comme le FMI, voient une de leurs principales sources d'inquiétude dans l'inflation du marché immobilier, avant la survenue d'un krach qui multiplierait les effets de la prochaine récession. Comme nous l'avons expliqué plus haut, leur préoccupation en tant que gestionnaires de la classe parasitaire se concentre sur les risques à la baisse des prix des logements et donc leurs propositions visent à ralentir la croissance pour éviter autant que possible leur chute. Le FMI l'explique clairement et donne le ton avec les prescriptions à appliquer par les gouvernements.

Quelle devrait être la réaction des pouvoirs publics face à l'augmentation du risque pour les prix des loge-

ments ? Bien que les cibles ne devraient pas être les prix eux-mêmes, nos résultats indiquent qu'il existe un certain nombre de mesures précoces que les autorités peuvent prendre pour améliorer la résilience des ménages, des banques et de l'économie. L'une consiste à resserrer les politiques dites macroprudentielles lorsque l'économie est solide et que le marché du logement est en plein essor ; par exemple, limiter le montant des crédits immobiliers à un pourcentage de la valeur de la propriété et limiter le montant des charges financières mensuelles à un pourcentage du revenu du ménage. Une autre option consiste à réduire le taux d'intérêt de la banque centrale, bien que nos études indiquent que cela ne contribuerait qu'à atténuer les risques à court terme – jusqu'à quelques trimestres – et seulement dans les économies avancées. Le recours à des mesures de gestion des flux de capitaux pourrait également aider ces pays dans l'éventualité où un afflux massif de capitaux accroîtrait les risques à la baisse des prix de l'immobilier. Bien que notre analyse soit concentrée sur les facteurs cycliques, nous pouvons également envisager l'utilisation d'autres instruments, comme les politiques structurelles à long terme : accroître l'offre de logements ou imposer des restrictions urbaines ou des mesures fiscales, comme les impôts fonciers. (FMI, Rapport sur la stabilité financière, 2 avril 2018)

Tous les gouvernements des pays les plus touchés par la flambée des prix, à commencer par la Chine, appliquent ou vont appliquer la plupart de ces mesures, qui n'ont rien à voir avec la résolution ou même l'atténuation du grave problème matériel que cette hausse a créé pour la majorité de la population. Il n'y a pas de solution bourgeoise au problème du logement, parce que le problème de la bourgeoisie n'est pas le logement mais d'éviter la dévaluation de ses investissements.

Les politiques réformistes respectent le maintien des prix courants

D'autre part, toutes les propositions pour s'attaquer au problème des partis sociaux-démocrates ou réformistes, traditionnels ou nouvellement créés, partent du même respect religieux de la grande propriété privée et du niveau actuel des prix qui lui sont si favorables. Ces partis semblent n'avoir qu'un seul livre de recettes qu'ils appliquent ou veulent appliquer dans les municipalités qu'ils contrôlent comme Berlin (SPD), Paris (PS) ou Barcelone (En Comú-Podemos). Fondamentalement, la formule magique consiste en la création d'indices de référence des prix de location par zones, pour récompenser par des avantages fiscaux les propriétaires qui volontairement ne les dépassent pas trop. De plus, lorsque leur « radicalité » le permet, ils imposent des taxes spéciales aux propriétaires de logements vides, allant (dans de très rares cas) jusqu'à leur réquisition temporaire pour les mettre sur le marché locatif en lieu et place du propriétaire.

Il convient de souligner que toutes ces politiques sont des mesures fiscales ou des mesures visant à accroître l'offre de logements, conformément aux recommandations du FMI et que leur effet majeur a été de ralentir pendant une courte période la hausse des loyers. L'échec de sa mise en oeuvre à Berlin est démontré par le projet de loi présenté en juin 2019 au parlement régional par la coalition SPD-Die Grünen-Die Linke, selon lequel les loyers des logements seraient gelés, au niveau des prix actuels, pour les cinq années à venir ! Sans sortir de leur ligne de respect des profits bourgeois, nos réformistes veulent magnifier les prix actuels, même s'ils reconnaissent que leur niveau inaccessible a provoqué une « situation d'urgence du logement » !

Un programme de classe pour résoudre le problème du logement

Pour la classe ouvrière mondiale, le problème du logement est une question prioritaire. C'est à elle de résoudre la contradiction entre le fait d'être la productrice de tous les biens immobiliers et le fait de n'avoir accès qu'aux pires et de plus en plus difficilement.

Un programme de classe doit partir non de ce que la classe dirigeante est prête à concéder, mais des besoins réels des masses populaires dans chaque peuple et chaque pays. Le niveau actuel de développement des forces productives permettrait la disparition des problèmes de logement si les ressources étaient planifiées pour la satisfaction des besoins sociaux et non pour le profit du capital.

Cela signifie que le problème du logement des travailleurs peut être résolu efficacement et définitivement, à condition de partir de la vision opposée à celle de la bourgeoisie et de ses acolytes réformistes : proclamer que le logement (y compris les services de base) est un véritable droit social fondamental, tout comme la santé, l'éducation et la retraite. Et que les organisations de classe elles-mêmes doivent contrôler son application.

Le principe est simple : au lieu de donner de bons conseils au capital pour qu'il se comporte mieux sur le marché du logement de la classe ouvrière, il faut éliminer le capital de ce marché et le marché lui-même.

Le programme à développer doit être adapté aux réalités nationales mais, en général, il comporte les revendications suivantes :

Interdiction de toutes les expulsions de familles de travailleurs,

Gel de tous les loyers au niveau le plus bas des 20 dernières années,

Municipalisation de tous les terrains urbains,

Expropriation sans indemnité de tous les logements aux mains des grands propriétaires et intégration de ceux-ci dans le parc social locatif public, à des prix adaptés au revenu familial,

Incorporation au parc public de tout logement vide depuis plus de deux ans,

Plan d'urgence de construction de logements sociaux partout où les mesures précédentes ne sont pas suffisantes pour garantir un logement digne à toute la population.

De plus, il est important que notre programme intègre dans sa revendication de « logement décent » non seulement le foyer lui-même, avec les normes de surfaces en fonction du nombre d'habitants et les exigences d'hygiène et de qualité, etc., mais également la qualité et la salubrité du quartier dans son ensemble, bien au-delà du minimum requis, l'assainissement, les chaussées goudronnées et les fournitures d'eau et d'électricité, un air et un environnement propres, sans pollution ni bruit, des espaces paysagers, des transports publics efficaces, des services locaux d'éducation et de santé, des équipements culturels et de socialisation pour les jeunes et les moins jeunes, des zones sportives, etc. doivent cesser d'être le privilège de la classe capitaliste, ils doivent être exigés pour le plaisir de la classe ouvrière et du reste de la population active.

La dégradation de la sécurité des quartiers pauvres est une autre question pertinente. De nombreux quartiers populaires citadins, sans parler de nombreux bidonvilles dans le monde, souffrent d'un fléau supplémentaire en sus de la pauvreté : la violence liée au trafic de drogue et à la prostitution. Une violence qui s'ajoute souvent à celle des forces de police militarisées, voire de l'armée, qui utilisent les quartiers comme terrain d'entraînement à la guerre. C'est le cas, par exemple, au Brésil et aux Philippines. Face à cela, un programme ouvrier doit intégrer des slogans spécifiques appelant à l'auto-organisation de masse et à l'autodéfense pour expulser les trafiquants de drogue et d'êtres humains des quartiers et pour imposer des politiques publiques de choc contre l'abandon scolaire et le chômage. Mais aussi chasser du territoire les forces officielles de répression, qui partout font partie des mêmes réseaux de trafiquants (quand ils n'en sont pas à l'origine) et aggravent encore le problème.

Ce programme devrait être la base de la lutte commune de toutes les organisations du mouvement ouvrier qui prétendent défendre le droit au logement. Syndicats et partis politiques, organisations de migrants, organisations d'entraide contre les expulsions, voisins, jeunes, syndicats de locataires... si tout le monde frappait ensemble pour exiger ce dont nous avons besoin, au lieu de s'accommoder de la perte du peu que nous avons, la lutte serait difficile, mais la victoire serait assurée.

août 2019

Internaciema Kolektivista Cirklo (État espagnol)



RAPPORT À LA PRÉ-CONFÉRENCE DU GKK/AUTRICHE LA SITUATION POLITIQUE MONDIALE

22 SEPTEMBRE

Les signaux avant-coureurs d'une nouvelle crise économique

Les signaux se multiplient qui indiquent la possibilité d'une nouvelle crise du mode de production capitaliste. Ce n'est pas un hasard. La crise internationale de 2007-2009 n'a été surmontée que par l'augmentation de l'exploitation de la classe ouvrière partout dans le monde, par l'injection massive de monnaie, par la paupérisation dans de nombreux pays ou régions à l'intérieur de ces pays et par la poursuite et l'aggravation de la destruction de l'environnement, comme l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste aux États-Unis ou la déforestation en Amazonie. Partout les inégalités se creusent, les richesses se concentrent de plus en plus dans les mains d'une infime minorité. Mais la crise n'a pas été surmontée par une destruction massive de capital qui aurait temporairement redonné des marges. À nouveau s'accumulent toutes les prémices d'une nouvelle crise mondiale : surproduction, ralentissement de la croissance, hausse de l'endettement, bulles spéculatives, etc. L'OCDE a le 19 septembre abaissé ses prévisions de croissance de l'économie mondiale pour 2019 et 2020, les ramenant au niveau le plus bas depuis 2008-2009. Les échanges mondiaux stagnent, voire pourraient diminuer en 2019. Aux États-Unis comme dans la zone euro, les banques centrales relancent encore la planche à billets dans l'espoir qui reste pourtant vain de soutenir une croissance qui ralentit. Il y a aujourd'hui dans le monde quelque 15 000 milliards de dollars qui sont prêtés à des taux négatifs, ce qui fragilise les banques, tandis que les

cotations de l'or, valeur refuge, dépassent aujourd'hui 1 500 \$ l'once, soit son niveau de mai 2011 quand il s'était envolé lors de la crise précédente. Les détenteurs de capitaux ne trouvant à s'investir deviennent méfiants et préfèrent le court au long terme, comme l'atteste la forte demande en obligations américaines à deux ans. Ainsi à la mi-août, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor américains à deux ans, très demandés, est brièvement passé au-dessus de celui des bons à dix ans, une inversion apparemment aberrante mais connue comme un signe avant-coureur d'une récession.

Les derniers développements de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine

La Chine, pour répondre à une remise en cause par Trump d'un accord passé en marge d'un sommet du G20 en juin au Japon, a décidé le 23 août l'imposition de taxes sur 75 milliards de dollars (67 milliards d'euros) d'importations en provenance des États-Unis, notamment sur des produits pétroliers et agricoles ainsi que sur les voitures. Trump a violemment réagi en déclarant : « *Nous n'avons pas besoin de la Chine et, franchement, nous nous porterions bien mieux sans eux* », et aussi : « *J'ordonne par la présente à nos merveilleux groupes américains de commencer immédiatement à chercher des alternatives à la Chine, y compris de rapatrier vos sociétés et de fabriquer vos produits aux États-Unis* ». Il a annoncé qu'à partir du 1^{er} octobre, 250 milliards de dollars de marchandises importées de Chine seront taxés à 30 %, au lieu de 25 % actuellement. Et une taxe de 15 %, au lieu des 10 % prévus, sera appliquée aux 300 milliards

de dollars d'importations chinoises restantes qui concernent notamment des produits de grande consommation à compter du 15 décembre. Des reports partiels de ces taxes ont été depuis annoncés alors que les négociations entre les deux puissances impérialistes ont repris le 19 septembre, mais les antagonismes entre eux étant fondamentalement inconciliables, la guerre commerciale ne s'arrêtera pas, même si elle connaît quelques répit.

Contrairement aux affirmations de Trump, cette guerre ne profite pas à tous les capitalistes américains et certainement pas aux travailleurs. Le *Wall Street Journal* a rappelé que l'industrie automobile américaine marque déjà le pas et que l'agriculture va souffrir plus encore de ces tensions. Quant aux « ménages », c'est à une baisse moyenne du revenu disponible de 580 dollars que devraient aboutir les taxes sur les importations chinoises, selon les estimations du Congressional Budget Office. En réalité, le déficit commercial américain s'accroît, la croissance américaine est artificiellement soutenue par la planche à billets, le déficit budgétaire américain a augmenté de 17 % en 2018, et par l'endettement généralisé. Trump tempête sans y réussir pour obliger la Fed à abaisser encore ses taux directeurs au niveau de ceux de la Banque centrale européenne, dont le principal est désormais nul, ce que la Fed considère impossible compte tenu du niveau de l'endettement. Si la croissance américaine est encore un peu supérieure à 2 %, les risques d'un retournement grandissent.

En Chine, la croissance économique a ralenti à 6,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre, au plus bas depuis au moins 27 ans. La production industrielle est notamment affectée.

Des récessions

La guerre commerciale entre les deux plus grands États capitalistes de la planète contribue à détériorer la situation économique et risque de précipiter la crise.

En Allemagne, dont l'économie dépend pour près de 50 % des exportations, le PIB a reculé au 2^e trimestre de 0,1 %, l'industrie automobile est très touchée, les prévisions de croissance pour 2019 sont révisées à la baisse pour n'atteindre que 0,5 % selon la Commission

européenne. Elle est désormais considérée comme l'homme malade de l'Europe, ce qui signifie aussi que le gouvernement du capital doit y relancer l'offensive contre les travailleurs. L'instabilité politique, la crise tant de la CDU que du SPD, tout comme le développement du parti fascisant AfD, sont nourries par cet affaiblissement du principal impérialisme européen.

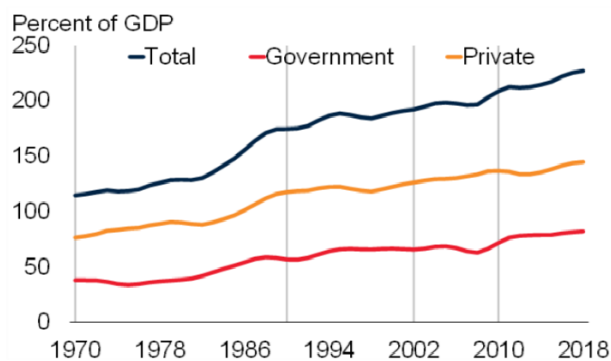
L'Argentine et la Turquie subissent particulièrement les conséquences du ralentissement de l'économie mondiale et de la fébrilité des capitaux spéculatifs qui l'accompagne. Ce sont en effet des maillons faibles. En Argentine, la Bourse et le peso s'effondrent. Le gouvernement Macri a demandé, mercredi 28 août, au FMI et aux détenteurs d'obligations un rééchelonnement de sa dette, contre la promesse d'une cure d'austérité budgétaire. La dette de 101 milliards de dollars fait fuir les capitaux étrangers et affaiblit dangereusement le peso, qui a perdu 50 % de sa valeur depuis le début de l'année, malgré la vente de plusieurs centaines de millions de dollars par la Banque centrale argentine sur le marché des changes, au risque d'épuiser ses réserves en dollars qui ont fondu de près de 25 % au cours des quatre derniers mois. L'inflation devrait atteindre 55 % en 2019 et les taux d'intérêts de la Banque centrale sont à 60 % !

Des rivalités

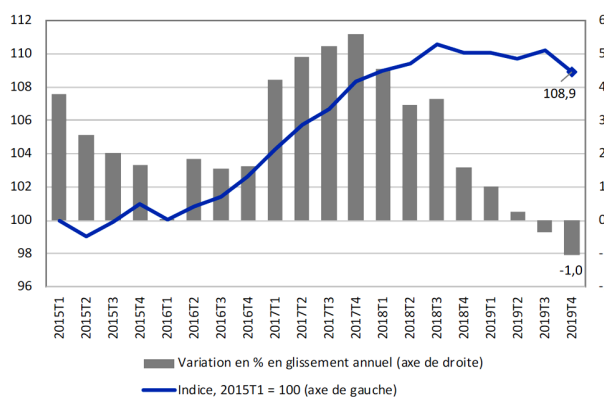
La guerre économique entre les États-Unis et la Chine et l'agressivité de l'impérialisme américain contre tous ses rivaux sont non seulement des facteurs de crise économique, mais aussi d'instabilité grandissante entre les principaux pays impérialistes et d'instabilité politique dans chaque pays. L'Allemagne et la France qui ont été brutalement interdites de toute relation économique avec l'Iran et sont placées également sous la menace de taxes sur leurs exportations aux États-Unis, cherchent à contrer l'offensive. Mais renforcer l'Europe comme contrepoids relève d'une chimère. Le nationalisme sous toutes ses formes, qui n'est que l'expression de la concurrence exacerbée entre les bourgeoisies, mine tout l'édifice.

Sentant l'impérialisme allemand en difficulté, immédiatement l'impérialisme français cherche à prendre l'avan-

A. Global debt



La montée de l'endettement mondial
source : BM, 19 décembre 2019



Les échanges internationaux de biens ont baissé fin 2019
source : OMC, 3 avril 2020



« Le Brexit, source de tout le gâchis », 17 janvier 2019

tage. Macron se pousse du col au sommet du G7 de Biarritz du 25 août, pour apparaître comme la première puissance politique et diplomatique européenne. Sortant un ministre iranien de son chapeau, il prétend relancer le dialogue entre les États-Unis et l'Iran et offrir à ce dernier un crédit de 15 milliards d'euros pour adoucir les sanctions économiques. Mais en moins de trois jours, ces prétentions sont réduites à néant. Les États-Unis ne relâchent pas leur pression, ils poussent les feux du Brexit. Trump promet au Royaume Uni une fois sorti de la communauté européenne « *un très grand accord commercial, plus grand qu'il n'en a jamais connu* ».

Des risques de guerre

Contre l'Iran, l'impérialisme dominant resserre son étai. Il mobilise ses alliés, Israël et Arabie saoudite pour préparer, à défaut d'un engagement direct de l'armée américaine, une éventuelle intervention militaire de leur part. Les manoeuvres militaires et provocations diverses dans le détroit d'Ormuz, les interventions de l'aviation israélienne en Syrie, au Liban et même en Irak contre les positions iraniennes ou celles de ses alliés cherchent à pousser le régime iranien à la faute dans le déclenchement de la guerre. L'attaque des installations pétrolières saoudienne le 14 septembre par des drones et des missiles attribuée à l'Iran rajoute à l'extrême tension qui peut à tout moment dégénérer en guerre ouverte. Démonstrations militaires, course aux armements, intimidations, chaque impérialisme, selon ses moyens, montre ses muscles. Aucun impérialisme ne souhaite déclencher une guerre généralisée, mais les impérialismes américain, chinois et russe agissent pourtant, directement ou par pays interposés, aux limites de la confrontation militaire comme en Syrie, en Ukraine, en mer de Chine, à la frontière entre l'Inde et le Pakistan et jusqu'en Arctique.

La guerre économique accélère les tendances nationalistes partout, elle bouscule les compromis laborieusement établis entre les bourgeoisies européennes, les vieilles alliances entre les impérialismes sur le plan mondial peuvent voler en éclats

L'usure des partis traditionnels du capital

Partout les partis traditionnels du capital sont usés, minés, discrédités et ne parviennent plus, ou très mal, à trouver une assise suffisante dans le cadre de la démocratie bourgeoise parlementaire. La démocratie bourgeoise est un régime pour temps calme, qui suppose un essor suffisant du capital permettant à la bourgeoisie d'asseoir sa domination en s'attachant par quelques concessions mineures les petites bourgeoisies (les indépendants, les cadres) et les bureaucraties des organisations ouvrières de masse.

Les tensions économiques et politiques internationales qui indiquent de nouvelles convulsions de l'impérialisme comme mode de production viennent bousculer l'édifice de la démocratie bourgeoise. Cette tendance est particulièrement visible en Europe où les bourgeoisies, coincées entre l'offensive de l'impérialisme américain et l'essor de l'impérialisme chinois, sont incapables d'unifier l'Europe en une seule puissance impérialiste.

Ce n'est pas un hasard si c'est particulièrement en Europe que se développent les courants populistes, anti-européens et nationalistes chauvins. Les vieilles ficelles que les partis traditionnels du capital ont utilisées jusqu'à l'extrême ne font plus recettes car la paupérisation relative ou absolue de couches toujours plus larges de la population, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi d'une partie de la petite bourgeoisie, ne leur garantit plus d'assise électorale stable. La réalité des difficultés de la vie quotidienne pour de larges masses fait voler en éclats les promesses et les discours.

Nombre de leurs électeurs s'abstiennent ou se tournent vers des partis écologistes d'une part, des partis populistes et fascisants d'autre part. Par exemple le PP en Espagne se vide au profit de Vox. En Allemagne, la CDU se vide au profit de l'AfD. Ils doivent nécessairement brandir le drapeau d'un nationalisme plus agressif pour dévier la colère des masses contre « l'étranger », protéger leur propre bourgeoisie et leurs diviser leurs prolétaires et accentuer leur exploitation.

L'exemple de la Grande-Bretagne

S'il est une preuve que la bourgeoisie n'est pas unifiée mais reconfigurée en permanence, qu'elle ne dirige pas directement ses affaires communes mais les délègue, avec tous les problèmes que cela pose, à une haute administration et à des partis, que sa représentation politique navigue à vue entre les contradictions internes de la classe dominante nationale, ses rapports

aux autres classes de l'État, ses relations avec les autres États, c'est bien l'exemple de la sortie laborieuse du Royaume-Uni de l'UE.

En Grande-Bretagne, le succès aux élections au Parlement européen, en mai 2019, du Parti du Brexit de Farage qui avait obtenu près de 32 % des voix, loin devant les tories (Parti conservateur : 9% des voix) et les travaillistes (LP : 14%) a entraîné d'abord l'incapacité de Theresa May à faire accepter l'accord négocié avec l'UE, puis la désignation du triste fanfaron Boris Johnson, partisan du Brexit coûte que coûte avant le 31 octobre.

La bourgeoisie anglaise ne parvient pas à se dépêtrer de cette aventure. Les grands capitalistes anglais sont sans doute très majoritairement contre le Brexit et à fortiori contre un Brexit sans accord, même si quelques éléments du capital financier parasite s'imaginent encore plus libres de leurs mouvements une fois hors de l'UE. Mais la bourgeoisie anglaise n'a pas aujourd'hui les conditions politiques pour effacer le référendum du 23 juin 2016 qui avait décidé la sortie de l'Union européenne. Son parti traditionnel, le Parti conservateur, s'était prononcé pour le Brexit. Le Parti travailliste, éventuelle roue de secours de la bourgeoisie, est resté dans l'ambiguïté la plus hypocrite sur cette question. Le petit parti bourgeois des Lib Dems (Parti des libéraux-démocrates), clairement contre le Brexit, a certes gagné de l'importance, mais reste encore trop faible à cette étape pour ouvrir une issue positive à la bourgeoisie britannique.

Corbyn, le dirigeant du Parti travailliste, tente de réunir une coalition sans principe avec les fractions de la représentation politique de la bourgeoisie écossaise et anglaise opposées à Johnson. Mais l'opposition reste hétéroclite, entre les partisans d'un Brexit avec accord et ceux qui sont contre le Brexit. Elle est parvenue à bloquer Johnson au Parlement, mais sans pouvoir proposer d'autre issue qu'une nouvelle demande de report du Brexit.

Les bourgeoisies continentales sont divisées sur la question, l'Allemagne qui a beaucoup à perdre d'une rupture sans accord y serait favorable tandis que la bourgeoisie française qui espère tirer avantage du départ de la Grande-Bretagne est sur une ligne beaucoup moins conciliante.

Trump a promis à Johnson au G7 de Biarritz un accord commercial merveilleux avec les États-Unis dès qu'il se serait débarrassé de l'Union européenne, mais Johnson l'a accueilli prudemment. La bourgeoisie britannique sait aussi qu'en cas de sortie de l'Union européenne, l'impérialisme américain imposera ses conditions comme il l'a fait à Bretton Woods en 1944. C'est donc l'impasse qui se prolonge, discréditant et usant chaque jour un peu plus et le Parti conservateur et le Parti travailliste.

Qui tirera les marrons du feu ? Tant que la direction de



Manifestation xénophobe à Rostock, Allemagne, décembre 2019

la classe ouvrière reste aux mains d'un parti monarchiste et social-impérialiste comme le Labour Party, certainement pas le prolétariat, mais plutôt l'aile la plus réactionnaire des partis bourgeois, les populistes xénophobes de Farage.

Et celui de l'Allemagne

En Allemagne, la réunification s'est faite en 1989 au compte du capitalisme. Cela a engendré non pas l'harmonisation, mais le maintien d'inégalités et même parfois l'aggravation des conditions de vie, notamment celui des régions industrielles de l'Est devenues obsolètes, pour une partie du prolétariat et pour une partie de la petite bourgeoisie dont l'existence dépend du niveau de vie du prolétariat.

Pour cette partie du prolétariat, les promesses du capitalisme, de la CDU comme du SPD, et aussi les illusions des masses, ont laissé place à une réalité plus amère. Ni la CDU, ni le SPD ne leurs ont offert une quelconque perspective autre que les dures lois du capitalisme. Die Linke qui avait un moment capitalisé des voix ouvrières à l'Est s'est discréditée à son tour, qu'elle soit dans l'opposition en Saxe ou qu'elle participe au gouvernement dans le Brandebourg. Dans ces deux régions, les résultats des élections régionales du 1^{er} septembre 2019 sont édifiants : alors que la participation est en nette augmentation, l'AfD triple pratiquement ses voix en Saxe avec 27,5 % et les double presque dans le Brandebourg avec 23,5 %. En conséquence, la CDU comme le SPD perdent un grand nombre de voix, comme DL.

L'AfD s'est payé le luxe de se réclamer du « Tournant » (« Die Wende ») de la mobilisation populaire de 1989 contre le mur en déclarant-: « Aujourd'hui, les conditions de vie ne sont toujours pas égales entre l'Est et l'Ouest... Les gens ne sont pas descendus dans la rue en 1989 pour obtenir en retour ce que nous devons supporter aujourd'hui » ou en reprenant le mot d'ordre « Wir sind das

Volk ». Les commentateurs bourgeois se rassurent en déclarant d'une part qu'en Saxe comme dans le Brandebourg, des coalitions entre CDU, SPD, Grünen (Verts), etc. peuvent toujours gouverner et d'autre part que la situation de l'Allemagne dans sa totalité est bien différente de celle de ces deux Länders. C'est en partie exact tant que la machine du capitalisme allemand va sur sa lancée. Ce qui explique que l'usure de la CDU comme du SPD soit au plan national compensée par la montée des Verts, qui cogèrent aussi bien avec la CDU que le SPD.

Mais, au vu des circonstances mondiales, les conditions économiques et donc politiques pour la bourgeoisie allemande sont bien prêtes de changer alors que le parti fascisant AfD se renforce d'ores et déjà. D'autant qu'un certain nombre de leçons valent pour toute l'Allemagne : c'est bien sous le gouvernement du SPD Schröder que des mesures violentes ont été imposées à toute une partie de la classe ouvrière, qui laissent encore des traces aujourd'hui. Par exemple, près d'un retraité sur deux vit en Allemagne en dessous du seuil de pauvreté ! De plus, les traditions de cogestion des affaires de la bourgeoisie sont si habituelles en Allemagne, à tous les niveaux, entre le SPD et la CDU, et depuis si longtemps, qu'une partie croissante de la classe ouvrière et de la jeunesse abandonne le SPD.

Dans le même temps, Die Linke qui n'est qu'une variante du réformisme, est évidemment incapable d'offrir une perspective révolutionnaire et se discrédite à mesure de ses renoncements et de ses participations aux gouvernements régionaux.

En Italie, en Autriche, en France, etc. des processus similaires, à partir à chaque fois de conditions particulières, sont en oeuvre.

La résistible montée de la réaction

Il y a des différences importantes et des similitudes entre aujourd'hui et la première moitié du XX^e siècle. La montée des courants nationalistes, plus ou moins

fascisants qui arrivent jusqu'au pouvoir au travers des vieilles formations politiques (États-Unis, Japon ...) ou sous forme de partis plus récents (Hongrie, Pologne, Brésil, Italie, Autriche, Turquie, Inde, Philippines...) va de pair avec des reculs de la classe ouvrière.

Elle n'a pas encore lieu, comme dans les années 1920 et 1930, sur la base d'un écrasement physique des organisations ouvrières par les bandes fascistes comme ce fut le cas en Italie, en Allemagne, par les armées fascistes de Franco en Espagne et comme conséquence d'une crise révolutionnaire mise en échec par la trahison des directions du mouvement ouvrier.

Le fascisme est le résultat d'une configuration des classes particulière. Le fascisme naît comme mouvement de masse de la petite bourgeoisie déclassée mobilisé par des aventuriers. Ils obtiennent par leur violence contre le mouvement ouvrier le soutien de secteurs de la bourgeoisie déçus par l'impuissance de sa représentation parlementaire.

Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie pour la guerre civile... c'est les troupes de choc de la bourgeoisie quand elle pense que la vieille machine étatique n'est plus adéquate, parce qu'entravée par la légalité et la démocratie, au moment où la bourgeoisie a besoin d'une force pour faire baisser la pression du prolétariat. Elle crée alors des groupes de combat, prêts à tout, et piétine sa propre légalité, sa propre démocratie, afin de conserver son pouvoir. (Trotsky, « Où en sommes-nous ? », 21 juin 1924, *Contre le fascisme*, Syllepses, 2015, p. 88)

La bourgeoisie n'a jamais été démocratique, même quand elle était en lutte contre la monarchie absolue, l'Église et la féodalité. Ce n'est pas la grande bourgeoisie qui a conduit la révolution française de la fin du XVIII^e siècle, mais des directions successives de la petite bourgeoisie urbaine (Constitutionnels, Girondins, Jacobins) poussée par la mobilisation des paysans pauvres et des « bras nus » du proto-prolétariat des grandes villes. Le suffrage universel n'a été octroyé au XX^e siècle que par la lutte du peuple et il a fallu attendre la seconde moitié du XX^e siècle pour que les Noirs aient les mêmes droits que les Blancs sur tout le territoire des États-Unis. Certes, tant qu'elle le peut, la bourgeoisie préfère un régime qui lui permet de débattre librement et de contrôler étroitement l'État, voire qui sauvegarde les apparences de la démocratie aux yeux des classes exploitées et semi-exploitées.

Mais il ne faut pas s'imaginer que la bourgeoisie suit un plan rationnellement établi. Elle est prête à revenir sur les concessions politiques, comme elle l'a fait dans les pays impérialistes sur les concessions économiques. Plus ses marges se réduisent, plus le mode de domination de la bourgeoisie s'oriente, sauf réaction de la classe ouvrière, vers un État fort, restreignant les libertés démocratiques pour le peuple tout en préservant la pluralité de ses journaux, de ses clubs et de ses « think tanks », de ses partis. Si cela ne suffit pas, elle préfère encore voir l'État s'auto-



nomiser et le pouvoir lui échapper partiellement et provisoirement (au bénéfice d'un bonaparte ou, pire, d'un führer) que le soulèvement des masses, que la révolution sociale. Ainsi, au Soudan, l'opposition bourgeoise (ALC) a accepté le 3 août une « transition » de trois ans, sans élection, avec la junte (CM) qui recourut contre les masses aux troupes fascistes du général Hemetti (RSF).

*Dans le passé, le capitalisme ne s'est jamais accommodé de la démocratie « pure », tantôt y rajoutant quelque chose et tantôt la remplaçant par un régime de répression ouverte. Le capital financier « pur » n'existe nulle part. Même quand il occupe une position prédominante, le capital financier n'agit pas dans le vide, mais est obligé de compter avec les autres couches de la bourgeoisie et avec la résistance des classes opprimées. Entre la démocratie parlementaire et le régime fasciste, s'intercalent inévitablement toute une série de formes de transition, dont l'une remplace l'autre tantôt de façon pacifique et tantôt par la guerre civile. (Trotsky, « Bonapartisme et fascisme », 15 juillet 1934, *Contre le fascisme*, Syllepses, p. 437)*

Pour vaincre, la classe ouvrière a besoin de perspectives révolutionnaires

Aujourd'hui, nulle part la classe ouvrière n'a été écrasée. Au Brésil, en Turquie, en Autriche, elle peut relever la tête. En Turquie, précisément parce que ce n'est pas encore le fascisme, Erdoğan a subi une défaite relative aux élections municipales en perdant plusieurs grandes villes, certes au profit d'autres partis bourgeois. Sa tentative pour récupérer Istanbul a échoué. En Hongrie, il y a eu des manifestations importantes contre Orban. En Italie, même sous le gouvernement Salvini-Di Maio, se sont déroulées d'importantes manifestations. Et au Soudan, en Algérie et à nouveau en Égypte aujourd'hui ! Au Brésil, contre la réaction, une partie de la classe ouvrière des villes et des campagnes, des prolétaires des favelas et des fonctionnaires, des étudiants reste mobilisée pour les droits des femmes et des Indiens, la défense de l'instruction publique, des retraites, de l'environnement...

Mais la lutte pour les libertés démocratiques ou pour les revendications économiques, qui doit se conduire sur la ligne du front unique de toutes les organisations ouvrières contre la dictature et peut rallier une fraction de la petite bourgeoisie, n'est pas la lutte syndicaliste ou trade-unioniste, la lutte pour « la démocratie » ou l'addition « des luttes », mais l'unification par la lutte de classe contre l'exploitation et l'oppression, le combat pour la révolution socialiste.

Pour que les masses brésiliennes aient une perspective politique pour se battre, qui inclut l'auto-défense ouvrière, donc l'armement du prolétariat, il est indispensable que l'avant-garde ouvrière puisse se forger politiquement contre la bureaucratie traître du PT et de la CUT, contre tous les capitulards « trotskystes » qui hier ont accompagné la soumission du PT à la bourgeoisie et récidivent aujourd'hui en se pliant au front

« démocratique » avec des partis bourgeois du PT et de la CUT contre le front unique ouvrier.

Les militants révolutionnaires, pour constituer un pôle de regroupement et de construction d'organisations révolutionnaires, ne doivent pas renvoyer leur programme aux calendes, faute de quoi la plus grande confusion s'installe et la classe ouvrière continue à reculer. Or la confusion prédomine dans les manifestations fin 2018 en Hongrie, où se sont côtoyés les syndicats avec tous les partis « d'opposition » à Orban, Jobbik compris. C'est aussi le cas en Italie, avec la manifestation du 9 février 2019 rassemblant plusieurs centaines de milliers de travailleurs à Rome avec tous les syndicats, mais aussi plusieurs délégations d'entrepreneurs et le PD de Renzi et Zingaretti, ce qui a abouti à réclamer au gouvernement un « plan massif d'investissement publics et privés », ce qui n'est pas un mot d'ordre ouvrier.

L'affaiblissement manifeste des organisations sociales-réformistes ne s'est pas accompagné de la construction d'organisations révolutionnaires, au contraire. Toutes les organisations plus ou moins centristes se réclamant de la révolution les jours de fête et usurpant le prestige de Marx, Lénine et Trotsky ont fait barrage : certaines ont soutenu, voire se sont intégrées aux organisations type Syriza, Podemos, La France insoumise ou Die Linke, toutes renvoient aux calendes le combat pour un gouvernement ouvrier et toutes s'alignent dans la pratique sur les différentes variantes de front populaire, comme elles l'ont montré encore récemment en Catalogne ou pour l'assemblée constituante en Algérie. Elles soutiennent contre quelques places dans l'appareil les diverses bureaucraties syndicales qui s'associent aux attaques patronales et gouvernementales, sabotent et trahissent les luttes ouvrières. Le marxisme est sciemment dévoyé au profit d'idéologies bourgeoises et petites-bourgeoises.

Ce n'est pas la combattivité qui manque, c'est la clarté politique.

22 septembre 2019



GMI/FRANCE

LETTRÉ AUX ORGANISATIONS QUI SE PRONONCENT POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE ET L'AUTO-ORGANISATION

12 DÉCEMBRE

À l'automne 2019, le gouvernement français a lancé une attaque contre le droit à la retraite des travailleurs salariés. Elle avait été préparée durant plus d'un an avec les appareils des confédérations (CFDT, CGT, FO...). Ceux-ci ont réussi à isoler la grève des travailleurs des trains français (SNCF) et des bus ou métros parisiens (RATP), à empêcher la grève générale jusqu'au retrait du projet gouvernemental. Les bureaucrates syndicaux ont reçu l'aide du PS, du PCF, de LFI, de LO, du NPA, du POID, etc.

Pour la rupture des syndicats avec le gouvernement Macron et le front unique ouvrier, le Groupe marxiste internationaliste (section française du CoReP) s'est adressé aux organisations qui affirmaient être pour la grève générale et pour des organes soviétiques (Alternative révolutionnaire communiste/NPA, Arguments pour la lutte sociale, Courant communiste révolutionnaire/NPA, frondeurs CGT RATP, groupe la Commune pour un parti des travailleurs, Gauche révolutionnaire, groupe Révoltes, Renaissance ouvrière révolutionnaire, Union pour le communisme...). En vain.

Le gouvernement actuellement à la tête de l'État bourgeois tente d'infliger une nouvelle défaite à la classe ouvrière avec son projet contre les retraites facilité par la collusion de toutes les bureaucraties syndicales (présence au Conseil d'orientation des retraites et au Conseil économique, social et environnemental, négociation depuis plus d'un an du régime unique à points, journées d'action...).

Vous avez pris position pour la grève générale jusqu'au retrait (la voie qui permettrait de gagner) et pour l'auto-organisation (assemblées démocratiques, élection de comités, centralisation de comités, autodéfense des grèves et des manifestations...). Des initiatives allant dans ce sens ont été prises : appel de l'AG de Lyon du 5 décembre, comité de grève RATP à Vitry, motion de l'AG de Reims du 10 décembre... La bourgeoisie est centralisée, les appareils traîtres du mouvement ouvrier sont centralisés, comme l'a prouvé l'opération stalinienne menée par la direction de la CGT contre le comité de grève de Vitry, même les organisations centristes (LO, NPA, POID, POI, UCL...) qui les

protègent sont centralisées. Mais il n'existe pas d'organisation prolétarienne révolutionnaire à l'échelle nationale.

Sans tarder, il faut unir dans l'action les groupes qui prennent au sérieux leur position pour la grève générale et l'auto-organisation. À cette fin, nous vous proposons de nous rencontrer le samedi 14 décembre à 11 h à Paris [lieu précis]. Aucune travailleuse consciente, aucun travailleur ne saurait admettre d'entériner la dispersion et la division des rares organisations qui se prononcent pour la grève générale et la démocratie ouvrière. Ce front pour l'action, si nous parvenons à le réaliser, devrait conduire à examiner les possibilités de rassembler durablement nos forces dans une organisation communiste à l'échelle de tout le pays, ce qui ne peut se faire que sur un programme international inspiré de la Ligue des communistes, de l'Internationale communiste du temps de Lénine, de la 4^e Internationale du vivant de Trotsky.

12 décembre 2019

Groupe marxiste internationaliste



MOTION DE L'AG DE LYON, 5 DÉCEMBRE

L'assemblée générale des grévistes et manifestants réunie à la Bourse du travail de Lyon le 5 décembre,
Considère que le projet de réforme des retraites du gouvernement n'est pas négociable
Que pour obtenir son retrait pur et simple, il faut parvenir à la grève générale interprofessionnelle jusqu'à son retrait.
Elle demande à tous les collègues de se prononcer dans les Assemblées générales pour la grève générale jusqu'au retrait et à élire leurs délégués sur cette base pour construire la grève générale
Elle demande à tous les syndicats de cesser de négocier la réforme avec le gouvernement et d'appeler immédiatement à la grève générale interprofessionnelle jusqu'au retrait !

Adoptée par 112 pour, 30 abstentions, 3 contre



RÉVOLUTION PERMANENTE

RÉSOLUTIONS DE 2019

Résolution sur le Venezuela, janvier 3

Résolution sur l'Algérie, mars 6

Adresse du 8 mars 8

Manifeste pour la révolution socialiste européenne, avril 10

Adresse du 1^{er} mai 17

Résolution sur le Soudan, mai 20

Communiqué sur la répression en Algérie, mai 23

Communiqué sur les menaces envers l'Iran, mai 24

Communiqué sur les élections dans l'UE, juin 26

Communiqué sur l'invasion de la Syrie par la Turquie,
octobre 29

Résolution sur le Chili, octobre 30

DÉBATS EN 2019

Étude sur le logement, août 33

Rapport sur la situation mondiale, septembre 39

Lettre du GMI aux groupes français, décembre 46

Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme... (Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international de communistes qui se base sur les programmes de la Ligue des communistes de 1847 à 1852, de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1919, de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, de l'Opposition de gauche de l'IC de 1928 à 1933 et de la 4^e Internationale de 1933 à 1940.

supplément à *Révolution communiste* n° 39

site du collectif en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, portugais, turc :

www.revolucionpermanente.com